SAADI YACEF

SOUVENIRS DE LA BATAILLE D'ALGER

JULLIARD

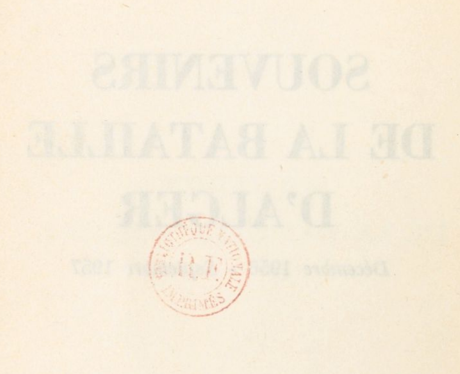
SOUVENIRS
DE LA BATAILLE D'ALGER

SAADI YACEF

SOUVENIRS DE LA BATAILLE D'ALGER

Décembre 1956 - *Septembre* 1957

RENÉ JULLIARD
30 et 34, rue de l'Université
PARIS VII•



Vous intéresse-t-il d'être tenu au courant des livres que publie l'éditeur de cet ouvrage ?
Envoyez simplement votre carte de visite aux Editions René JULLIARD, Service « Vient de Paraître », 30, rue de l'Université, Paris-7e, et vous recevrez régulièrement, et sans aucun engagement de votre part, leur bulletin illustré « Vient de Paraître », qui présente, avec les explications nécessaires, toutes les nouveautés, romans, voyages, documents, histoire, essais..., que vous trouverez chez votre libraire.

I

PREMIERES ARMES

Je suis né le 20 janvier 1928, à Alger, septième enfant d'une famille de treize gosses. J'ai suivi l'école primaire jusqu'au certificat d'études. A quatorze ans, j'aidais mon père, qui tient un commerce à Alger.

En 1944, je travaillais au dépôt des isolés (caserne) à Alger, comme secrétaire-copiste au bureau des embarquements. J'appris rapidement que quelques locaux de cette caserne servaient aussi de prison à un certain nombre de Musulmans algériens détenus pour insoumission à l'armée. Parmi eux se trouvaient des militants nationalistes avec lesquels je pus clandestinement prendre contact et m'entretenir aussi souvent que possible.

Ils me chargèrent plusieurs fois de trans-

mettre des messages adressés soit à leurs familles, soit à des militants responsables habitant la Casbah.

C'est notamment au contact de ces derniers que, pour la première fois, se posa pour moi, concrètement, le problème politique de mon pays. A ce moment-là, ce fut l'une des raisons qui m'amenèrent à donner mon adhésion au P.P.A. (Parti du Peuple Algérien).

En 1945, je participai à la manifestation pacifique du 1er Mai, à Alger, qui avait pour but d'exprimer l'attachement des Algériens à l'idéal d'indépendance nationale. La police tira sur le cortège qui s'engageait rue d'Isly. Le jeune porte-drapeau fut abattu froidement. De nombreux blessés tombèrent à côté de moi. Quelques jours après, je me rendis compte que les soldats permissionnaires en instance de départ pour la France étaient bloqués à Alger, puis acheminés sur le Constantinois où la répression faisait rage au lendemain du 8 mai, jour de la victoire sur les Nazis. La manifestation nationaliste du 8 mai n'avait pas eu d'autre but, pourtant, que d'associer les Algériens à la fête de la paix mondiale, — et de marquer leur volonté de prendre part à la victoire des alliés par l'accession de leur pays à l'indépendance.

Au bureau, je fus l'objet de vexations racistes. Ecœuré, je quittai mon emploi sans avertissement.

A partir de ce moment, je me mis à prendre

part activement au mouvement nationaliste (collecte de fonds, propagande, tournées électorales, contrôle des bureaux de vote, etc.).

En 1947, je fus muté à l'O.S., l'Organisation Secrète. Mon action politique se transformait en préparation militaire, action armée. Je fus promu chef d'une dizaine d'hommes (groupe de la Casbah). Mon rôle était celui d'instructeur militaire. Me servant du manuel du gradé, je pratiquais surtout les conseils et exercices de la guérilla. Nous nous entraînions sur un terrain vague et accidenté, à Maison-Carrée, à Fontaine-Fraîche... Jet de grenades (fausses), embuscades, sauter, ramper, etc...

En 1950, dissolution de l'O.S. Je ne repris pas le travail politique. Déçu par l'abandon de la préparation de l'action armée, je partis pour la France...

En 1952, retour à Alger, j'installai une boulangerie et je pris en mains les intérêts de la famille.

Avec la crise du M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) et la scission, je ne pouvais plus rester indifférent. Comme la plupart des anciens membres de l'O.S., je ne voulais pas prendre parti pour l'un ou l'autre clan. L'essentiel, c'était de ressouder le mouvement en vue de l'action, l'union étant l'une des garanties de son succès.

Début octobre 1954, je pris contact avec Zoubir Bouadjadj qui était responsable de

l'O.S. pour le secteur Redoute-Clos Salembier-Birmandreis-Ruisseau-Belcourt. Je fus chargé de constituer des groupes pour un réseau de réserve. Les groupes d'action étaient déjà prêts pour le déclenchement d'une action de grande envergure et imminente. Zoubir m'informa qu'il participait avec ses hommes à l'opération (1er novembre 1954). Je devais me tenir prêt à le remplacer en cas d'arrestation et je serais contacté directement par son chef qui était Rabah Bitat, responsable pour l'Algérois.

Zoubir revint me voir trois jours avant le 1er novembre. Nous nous mîmes d'accord sur les modalités de notre travail, notamment de la liaison indirecte par le mot de passe. Au lendemain de l'insurrection, Zoubir m'apporta des proclamations, tirées en tracts, informant le peuple algérien de la naissance du F.L.N.

Le 6 novembre 1954, Zoubir fut arrêté avec son groupe, ainsi que Belouizdad, Merzougui, Kaci Abdallah Moktar, Kaci Abdallah Abderrahmane, Guesmia...

Je me trouvais donc seul à Alger avec mon groupe composé d'hommes n'ayant jamais milité nulle part, mais courageux et passionnément anticolonialistes. Mon premier travail fut le recrutement, l'achat d'armes et d'effets militaires, en prélevant les sommes nécessaires sur mes économies. Cette activité préliminaire entretint l'enthousiasme des jeunes

dockers et ouvriers du port, particulièrement sensibles à la double pression de la misère et de l'injustice.

Mon premier secours, je le trouvai auprès de mon beau-frère Bouzerina Arezki, dit Hédidouche. C'était un homme discret mais dynamique. Très populaire dans les milieux nationalistes, syndicalistes et sportifs, il allait devenir la cheville ouvrière du F.L.N.

Ancien militant du P.P.A. et du M.T.L.D., président en exercice du syndicat des marchands de légumes, il avait dirigé plusieurs grèves victorieuses des marchés. Comme président d'une société omnisports, il avait une autorité réelle auprès d'une large fraction de la jeunesse.

Vers la fin du mois de novembre 1954, je fis la connaissance de Bitat par un curieux hasard. Après l'attaque de la caserne de Blida, il était venu à Alger où il se trouvait isolé. Un ancien de l'O.S. lui proposa de se réfugier chez moi, l'un comme l'autre ignorant mon rôle. Le mot de passe établi avec Zoubir avait été communiqué à Mourad Didouche qui devait le communiquer à Bitat. Cela ne put se faire, Didouche étant parti pour le Constantinois. Après de prudentes conversations avec Bitat, nous nous comprîmes et il me chargea de retrouver la trace de ses adjoints Souidani et Bouchaïb, responsables de la Mitidja. Je lui présentai Hédidouche. Il lui fut confirmé de poursuivre le plan de travail

envisagé et d'y ajouter la collecte de fonds. Le premier versement qui fut fait se montait à une somme de 7 500 francs (anciens).

En décembre 1954, Bitat me chargea à nouveau de retrouver la trace de Krim et de Ouamrane. Je les vis pour la première fois chemin Vauban, à Alger, dans une épicerie. Après les explications nécessaires, je les conduisis chez moi, où se trouvait déjà Bitat. Durant trois mois, ma maison servit en permanence de P.C. pour l'Algérois et la Kabylie.

Pendant cette période, je rétablis le contact avec El Hakim (Ben M'hidi) à Marnia, et avec le docteur Lamine qui vint directement au 3, rue des Abderames pour rencontrer les dirigeants de l'intérieur.

Vers la fin février 1955, ce fut au tour d'Abbane, récemment libéré de prison, de me joindre à la boulangerie ; de là je le conduisis à mon domicile, auprès de Bitat, Krim et Ouamrane.

En raison de mes déplacements devenus fréquents, nous étions convenus de transférer l'état-major dans un appartement à la Scala, sur les hauteurs d'Alger.

Quelques jours après, Bitat fut victime d'un guet-apens policier et arrêté le 16 mars 1955, à 9 heures du matin, dans un café maure de la rue Rempart-Médée, à Alger. L'indicateur de la police, connu sous le nom d'El-Djoudan (l'adjudant), avait réussi en décembre à prendre contact avec Bitat. C'était un ancien

permanent du M.T.L.D., qui prétendait avoir échappé à la police d'Oran après avoir été torturé. Lorsque Ben M'hidi, alors responsable de l'Oranie, demanda de faire acheminer les armes déposées en Tripolitaine, Bitat chargea El-Djoudan de prendre contact avec lui pour obtenir des précisions. Ben M'hidi lui fit part de la mauvaise impression laissée par l'émissaire. En effet, la police connut par l'agent double le rendez-vous fixé entre Bitat, Krim et Abbane, mais l'endroit choisi par Krim chez un laitier rue N'Fissa à la Casbah, ne convenait pas à la police, car la disposition même des lieux rendait impossible l'installation d'une souricière.

Au second rendez-vous, Bitat se rendit seul et fut arrêté. La police perquisitionna aussitôt à la boulangerie et à mon domicile où il n'y avait personne...

Comme je me rendais à la maison en compagnie de Krim, ma mère, qui attendait devant la porte, nous informa du passage de la police. J'entrai dès cet instant dans la clandestinité.

Le 1er mai 1955, je partis pour Paris. J'avais mission de rejoindre en Suisse l'un des dirigeants du F.L.N. à l'extérieur, Ben Bella ou Boudiaf. Ce fut Boudiaf, avec lequel je pus alors régler diverses questions d'organisation qui nous préoccupaient à l'intérieur. A Zürich, je fus arrêté avec Boudiaf et Mahsas.

Après dix jours de captivité, la police suisse nous relâcha en nous raccompagnant jusqu'à l'avion choisi. En ce qui me concerne, j'atterris à Bruxelles. Après une vaine tentative d'embarquement clandestin à Anvers, sur un cargo en partance pour Tanger, je fus découvert et la police belge m'expulsa du territoire. Je décidai alors de rentrer à Alger via Paris, où la police réussit à m'arrêter dès mon arrivée.

Transféré à la D.S.T. d'Alger, j'entrepris de minimiser mon rôle en plaidant la fameuse « contrainte du F.L.N. ». La police me libéra trois mois plus tard avec la conclusion d'un « marché » : faire arrêter Krim. Auparavant, je réussis, de la prison, à faire part des conditions de ma possible « libération » à mon beau-frère Hédidouche qui était en contact avec Krim et Abbane.

C'était, en effet, Hédidouche qui, depuis mon départ pour l'étranger, me remplaçait à la tête de l'Organisation d'Alger. Une fois informé, Hédidouche me donna le feu vert. En outre, dès ma sortie de prison, j'allai moi-même mettre au courant Ouamrane, avec qui je pus m'entretenir à deux reprises en vingt jours, dans son refuge du maquis.

II

ALGER EN GUERRE

A mon retour du maquis, je m'entendis avec Hédidouche pour reprendre en main mon ancien groupe et le compléter par un recrutement plus large. A ce moment-là je constatai, aux côtés de Hédidouche, la présence d'autres hommes, notamment celle d'Amar Ouzegane, ardent patriote et lucide partisan de la lutte armée.

Ma première action armée, fin 1955, fut un coup de main dans une caserne d'Aïn-Taya, à 15 kilomètres d'Alger, par lequel je fis déserter un jeune appelé, tout en récupérant trois mitraillettes et un fusil-mitrailleur qui furent acheminés vers le maquis.

Je participai à d'autres actions contre des indicateurs connus. Ensuite, j'envisageai d'au-

tres objectifs : dépôts d'essence et garages. A l'époque, il s'était opéré une décentralisation de fait des groupes armés. Pendant mon arrestation, Mustapha Fettal avait organisé des groupes dans les secteurs de la Redoute-Clos Salembier-Belcourt. Grâce à Hédidouche, la coordination fut réalisée entre Fettal et moi, avant même que nous nous soyons rencontrés. La conséquence de ces feux d'artifice entraîna un climat de guerre, imperceptible jusqu'alors, et l'instauration du couvre-feu.

Après l'arrestation de Fettal, en mai 1956, je coiffai tous les groupes armés d'Alger et j'entrepris l'exécution d'un plan d'action à long terme qui comportait notamment :

— Contre-offensive aux attentats M.N.A., clarification politique et effort de persuasion auprès des messalistes, élimination des éléments irréductibles passés au service de la police.

— Châtiments des traîtres, indicateurs.

— Récupération et formation des jeunes entraînés dans la pègre, interdiction des stupéfiants, récupération des armes de poing.

— Noyautage des services de renseignements.

— Attaque des commissariats et postes de police, avec récupération d'armes.

Une précision : les attentats n'étaient pas ordonnés au hasard. Les personnes visées étaient des hommes connus pour leur haine

et leur férocité, tel Achiarry, l'assassin d'enfants à Guelma en 1945, qui échappa à la mort avant de quitter l'Algérie.

L'action armée contre les établissements publics n'a été engagée qu'à la suite du lâche attentat de la rue de Thèbes commis par les ultras, le 10 août 1956 : avec la complicité de la police et de l'armée, une bombe a explosé ce jour-là à minuit deux minutes, détruisant un pâté de maisons et provoquant des dizaines de morts.

J'étais réfugié dans le quartier et j'ai été parmi ceux qui ont vu cet horrible spectacle où nos outils, dégageant les morts et les blessés, étaient couverts d'un mortier pétri du sang d'innocents. A l'époque, le C.C.E. était fixé à Alger, et Benkhedda me demanda mon avis sur l'opportunité de donner les noms des auteurs de l'attentat aveugle dans un tract public. Dans ce cas, en effet, les terroristes ultras pouvaient prendre leurs précautions pour éviter le châtiment du F.L.N. ; mais je pensais au contraire que la position du C.C.E. était juste, et que la dénonciation des assassins d'innocents était un acte politique avantageux, qui n'excluait pas la poursuite de la vengeance légitime.

L'aube tragique avait engendré une immense colère ; des jeunes, des vieux, des femmes formaient des groupes s'excitant mutuellement et cherchant à lancer des mouvements incontrôlables contre la population

européenne. Il fallait empêcher que cette émotion populaire ne dégénérât en explosion anarchique.

Pour contenir ce climat de pogrom, je fus obligé de parcourir les ruelles de la Casbah, de haranguer la population au cours de meetings volants sur les terrasses et de canaliser cette immense vague en annonçant une contre-offensive disciplinée.

Effectivement, dès l'après-midi, des groupes de fidaïyine lancèrent onze grenades dans les quartiers d'Alger, visant des postes de police, des camions militaires et des bars fréquentés par des Européens.

A la tombée de la nuit, pour rassurer la population musulmane hantée par la menace de nouvelles bombes, les groupes de militants mirent en pratique, pour l'ensemble de la Casbah, un système de surveillance et d'autodéfense avec la participation à tour de rôle de tous les habitants de la cité.

Pour rendre plus efficace notre vigilance, l'heure du couvre-feu, fixée par les autorités françaises à minuit, fut ramenée par nous à 23 heures. Ainsi, toutes les rues étant désertes, tout passant devenait suspect et les guetteurs juchés sur chaque terrasse donnaient l'alerte, prêts à le lapider ou à l'abattre. En cas de déplacement après 23 heures, nécessité par les soins à donner à un malade, le ou les passants, brandissant un linge blanc, circulaient sur un itinéraire connu dont le passage était ouvert

par un mot d'ordre lancé de terrasse en terrasse.

La bombe du terrorisme ultra-colonialiste a atteint un but diamétralement opposé à celui que recherchaient les ennemis de l'indépendance de l'Algérie.

L'autorité du F.L.N. en fut renforcée d'une façon indiscutable. De ce fait, nous devenions plus sensibles à la douleur et à l'espoir de la population, qui n'avait plus d'espérance qu'en la victoire du F.L.N.

Il nous fallait donc montrer au peuple que nous étions à même de disposer d'engins aussi terribles que ceux de l'ennemi. J'installai le premier laboratoire 3, impasse de la Grenade, avec la collaboration de chimistes expérimentés tels Taleb, guillotiné, Bazi Salah et Marsali Abdelghani, qui échappèrent plus tard à une explosion accidentelle dans un autre laboratoire, situé villa des Roses, à El-Biar.

Après la mise au point d'un explosif, je pris personnellement la direction du réseau « bombes » qui nécessitait une division du travail et un réseau complexe avec des spécialistes isolés et compartimentés pour chaque fabrication : carcasses en fonte, garnitures d'explosifs, détonateurs de fabrication artisanale, appareils d'horlogerie, soudure de piles, boîtiers en bois servant d'isolant et enfin le réglage final...

Tout cela exige, pour l'utilisation, un appareil distinct de celui de la fabrication et éga-

lement cloisonné avec d'autres spécialistes :

1° Renseignements, choix des objectifs, recherche de complicités sur place, découvertes de dépôts à proximité.

2° Service de voitures pour transport.

3° Equipe de régleurs mobiles se rendant à la cachette lorsque le réglage n'a pas été effectué à l'arsenal de la Casbah.

4° Volontaires de la mort, fidaïyine et fidaïyate, pour la pose de la bombe piégée.

Je n'évoque pas les péripéties des alertes qui nous obligeaient à déménager nos laboratoires, nos arsenaux et notre matériel jeté souvent dans les puits et les citernes pour être récupéré ensuite en vue d'une nouvelle utilisation.

Mais pour donner une idée de la vie que nous menions, je reproduis ici sans commentaire, telles que je les ai retrouvées, quelques pages du journal que je tenais à cette époque. Elles sont datées de « décembre 1956 ».

« Il est dix heures du matin. T. se rend au domicile de K. pour régler une bombe. Avant de nous quitter, il prend les clefs de l'appartement, camoufle la minuscule lampe-témoin dans son paquet de cigarettes et s'en va frôler une fois de plus la mort. L'engin, enveloppé dans un panier en osier, est déjà entreposé dans l'appartement d'un immeuble, au T.R.

Dans la « Bit-es-Sghrira », les frères Si M., G., Ali, le jeune O., et les sœurs H. et Z.

bavardent avec animation. La sœur D. s'emploie à calmer son petit frère N. qui se roule par terre et pleure à chaudes larmes. Les cris perçants du gosse m'empêchent de concentrer mon esprit et de classer mes idées dans le courrier que je rédige.

A. arrive à l'instant après sa tournée habituelle des « boîtes aux lettres ». Il est 10 h 30. Il me remet un paquet de lettres et regagne la petite chambre où les frères et sœurs s'entretiennent toujours. Je dois dire qu'exceptionnellement, cette fois, ils parlent pour ne rien dire ou plutôt pour faire semblant d'oublier leur frère T. parti en mission. En effet, l'anxiété se lit sur leurs visages et peut-être pensent-ils, au fond d'eux-mêmes, qu'ils ne le reverront plus ?

Parmi les lettres reçues, je cherche celle que j'attendais le plus. La voilà ! Je l'ouvre et je lis : « Cher El Khou, uniquement pour te préciser à nouveau que la personne en question sera à 17 heures au rendez-vous... précautions prises concernant... ».

Pour la troisième fois, l'agent de liaison A. repart, porteur, cette fois-ci, d'un pli destiné au réseau des transports. J'indique dans ce message l'heure et l'endroit où doit stationner la voiture réquisitionnée depuis ce matin.

Guettant discrètement à travers les carreaux en couleur de la fenêtre, le jeune O. signale .nant dans l'impasse X. Explosion de joie à l'apparition de T. qui s'engage en se dandi-

l'annonce de son retour. La porte d'entrée de la maison s'est immédiatement ouverte. L'opération aller et retour, plus le réglage, a duré trois quarts d'heure. « Tout s'est bien déroulé, dit calmement notre flegmatique chimiste, la tcheftchafa éclatera à 17 heures 25. »

Il est maintenant midi ; les frères sont rassemblés autour de la « meida » (table basse et ronde). H. fait le va-et-vient entre la cuisine et la sympathique Bit-es-Sghrira. Le repas est servi, je me retire aussitôt et m'allonge sur le canapé, feuilletant les journaux du matin. Les frères insistent auprès de moi pour faire honneur à l'excellente soupe aux lentilles soigneusement préparée par Oukhiyti, épouse d'un de nos combattants. Mais j'avoue que je n'ai vraiment pas faim. En plus, je suis énervé sans savoir pourquoi. Peut-être parce que je n'ai pas dormi hier ? Mais l'explication est simple, surtout lorsqu'on vit sur les nerfs vingt-quatre heures sur vingt-quatre...

A quatre heures de l'après-midi, A. et O. me rejoignent à mon second refuge de la rue B., où j'ai tenu successivement deux réunions avec les responsables des groupes armés. « La route est libre », disent mes deux compagnons. Zineb me confirme à son tour l'absence de patrouilles militaires dans la rue.

Zineb est une jeune fille de quatorze ans qui appartient à une famille maraboutique. Avant ce jour, elle ne pouvait sortir seule dans la rue sans être accompagnée par un membre

de la famille. Mais depuis que ses parents ont accepté de nous héberger, il s'est produit une révolution dans les esprits de cette vénérable famille où les femmes (longtemps reléguées à l'arrière-plan) manifestent leur volonté de prendre activement part à la lutte de libération.

Voilà que le père de Zineb, Si El Hadj accepte à présent avec joie et en toute confiance de laisser ses filles se mêler à nous, vivre et partager les mêmes dangers que les combattants de l'A.L.N. Qui aurait pu imaginer cela deux années seulement auparavant ?

L'un derrière l'autre, à bonne distance, les deux éclaireurs ouvrent le chemin qui mène à l'impasse où je dois revoir les frères et sœurs que j'ai quittés à 14 heures, notamment la sœur D., pour lui communiquer les dernières instructions.

Les frères sont maintenant à la terrasse, en plein boulot. Du balcon qu'est cette terrasse, on découvre la mer, la montagne. On domine aussi la moitié de la ville européenne et la plupart des habitations de la Casbah, constituées comme un essaim d'abeilles où s'entassent, dans une pauvreté incroyable, un peuple de près de 80 000 âmes.

G. ajuste avec précision les boîtiers en bois servant d'isolant aux corps de bombes. Il vient de terminer le quatrième boîtier. Si M. se perfectionne de plus en plus dans la soudure des piles et la mise au point de l'appareil d'horlo-

gerie, T., quant à lui, est plongé dans des calculs. Il compte, d'ici peu, mettre en pratique un système de mise à feu téléguidée. Ali astique sa MAT. 49, pendant que les sœurs sont occupées à d'autres travaux.

La voiture s'arrête à l'heure convenue près du cinéma E.D. La discrétion étant l'une des garanties du succès, le chauffeur ignore tout de l'action. Son rôle consiste à transporter la personne à l'endroit indiqué par elle, après l'échange du mot de passe.

Non loin du véhicule, à 17 heures précises, les deux fidaïyate échangent quelques mots : « Va dans la voiture, je vais chercher la bombe et te rejoins tout de suite », dit la sœur D., en pénétrant dans le couloir du bâtiment abritant l'engin réglé dans la matinée par le frère T. Mais, ayant sans doute compris que la bombe était dans la voiture, la sœur B., qui devait partir seule pour accomplir la mission, monte dans le taxi qui démarre aussitôt en direction de la ville.

Stupéfaite et consternée par le départ inattendue de la voiture, D., tenant précieusement le « panier piégé » qu'elle devait remettre, tente désespérément de rattraper la Vedette qui disparaît au tournant. Sans perdre son sang-froid, elle revient sur ses pas et se porte devant le cinéma pour attendre vainement, pendant cinq longues minutes, le retour de la voiture.

Pendant ce temps, A., que j'ai dépêché sur

les lieux pour un constat, me confirme à son retour la rencontre des deux jeunes filles et la présence du chauffeur au rendez-vous. Rassuré pour cette première opération, je dois attendre le retour imminent de D. et ouvrir ensuite le poste de radio pour connaître le résultat final.

Le guetteur posté devant la porte de la Skifa (couloir), vient d'ouvrir subitement à D. qui pénètre, en coup de vent, comme un bolide, dans la maison. Dans une course folle, elle grimpe, quatre à quatre, l'escalier qui mène à la terrasse ; on dirait qu'elle a des démons à ses trousses. Je me retrouve subitement nez-à-nez avec elle. Je pressens le danger avant même qu'elle n'ouvre la bouche. Rouge et essoufflée, les cheveux en l'air, la sueur coulant sur son front, elle dit d'une voix haletante : « Vite, vite, la sœur est partie sans la bombe ». Je sursaute et m'informe sur-le-champ : « Et la bombe, où est-elle ? » « Au même endroit », répond-elle, hors d'haleine.

Sans insister davantage, j'appelle le frère T. qui bondit à son tour en entendant le bref récit de la jeune fille. Instinctivement, il lève en même temps que moi son poignet pour regarder sa montre. « La bombe explose dans treize minutes. »

Il enfile rapidement sa veste, et comme il va franchir la première marche de l'escalier, D. l'arrête : « Je pars avec toi, la bombe n'est

plus dans l'appartement. » Puis se tournant vers moi : « J'ai jugé utile de la déplacer sous la cage d'escalier du sous-sol. » « Bon, va avec lui, mais faites vite, bon sang !... »

A toute vitesse, ils s'élancent dehors, prennent la direction de la rue X. et se perdent dans la foule.

G. et Si M. rangent le matériel dans des caisses pour effacer, comme toujours après le travail, toute trace du laboratoire. « Ils peuvent m'attendre, s'ils comptent sur moi pour les aider, surtout dans l'état où je suis ! »

Ils me regardent faire les cent pas tout le long de la terrasse. La nouvelle les a plongés dans une profonde désolation.

Cinq minutes déjà depuis que T. et la sœur sont partis. Chaque minute semble compter pour une année. Je regarde pour la vingtième fois ma montre. Je m'arrête de temps à autre et jette un coup d'œil par-dessus la terrasse, l'oreille attentive au moindre bruit lointain. « Pourvu qu'ils arrivent à temps, pour désamorcer la bombe. » (C'est ce que je ne cesse de me répéter, tout bas, depuis leur départ.)

J'imagine T. déchiqueté au moment de désamorcer la bombe. Et l'idée que l'explosion peut entraîner la mort de plusieurs habitants de l'immeuble me tenaille.

Les locataires s'interrogent sur l'arrivée et le départ précipité de D. Les femmes chuchotent entre elles et tentent de percer le mystère qui plane sur la maison, dans le silence. Tout

comme nous, ils sont dans l'angoisse et attendent avec impatience le retour de leur frère et sœur. Ces braves patriotes s'exposent volontairement aux risques de tous les jours, nous offrent l'hospitalité, veillent sur nous et acceptent avec un désintéressement total de se sacrifier pour nous. Ils nous considèrent comme les membres d'une même famille, unis fraternellement dans la souffrance pour une cause commune.

La mère de D. traverse pour la sixième fois le corridor et pénètre, sous prétexte de chercher quelque chose, dans la pièce qui fait face à la terrasse. Son regard discrètement dirigé vers moi, à travers la fenêtre, montre son inquiétude. Pourtant, ce n'est pas la première fois qu'elle assiste aux départs, souvent nocturnes, de sa fille, sachant à l'avance qu'elle risque sa vie. Combien de fois n'a-t-elle pas pensé ne plus la revoir ?

Le courage et le sang-froid de cette mère de famille sont exemplaires (elle est aussi déterminée que sa fille). Elle nous l'a prouvé maintes fois, notamment lors de l'accident survenu au mois de septembre.

Ce jour-là, à quatre heures de l'après-midi, le frère Kouache Rachid, Ali et moi étions réunis dans l'unique pièce au fond de la terrasse. Le frère Rachid expérimenta en notre présence le système de mise à feu électrique. Au déclic du réveille-matin relié à la pile, la petite boîte métallique renfermant du fulmi-

nate de mercure, explosa en secouant la pièce. Nous sortîmes indemnes avec quelques égratignures. Mais au même moment, la mère B. eut la présence d'esprit de remettre le « sni » (grand plateau rond en cuivre, sur lequel on dispose les mets à l'occasion des fêtes) à sa fille en lui demandant de le balancer de la terrasse, sur la grande cour. Le sni tomba avec fracas sur le patio. Les voisins et les quelques curieux, attirés par la détonation, furent plus ou moins convaincus que le bruit, pourtant bizarre, provenait du fameux sni.

Empruntant des raccourcis à travers les ruelles tortueuses de la cité enveloppée de réseaux de barbelés, T. et D. se heurtèrent à un barrage militaire, à la sortie de la rue Randon. La rue était bloquée par des patrouilles de soldats fouillant les passants qui se dirigeaient vers la Casbah. Nos deux fidaïyine se faufilèrent au milieu de la file d'hommes et de femmes qui attendaient, dans le sens opposé, la fin de l'opération, pour regagner la ville européenne. En quelques secondes, ils se retrouvèrent devant les parachutistes placés en bouclage. Après une brève explication avec l'officier chargé du contrôle, ils purent sortir du bouclage, hors de la Casbah. Se faisant passer pour une Européenne, la sœur D. avait réussi à faire admettre à l'officier qu'elle devait se rendre de toute urgence auprès de sa mère, gravement malade, en compagnie de l'infirmier. Pressant le pas, ils coupèrent à

droite en direction du boulevard Gambetta.

Arrivés à proximité de l'endroit où était cachée la bombe, T. dit à Djamila : « Dis-moi où est la bombe et fous le camp. Si elle éclate, je préfère que ce soit moi. » Mais Djamila insista : « Si tu meurs, je mourrai avec toi. » T. dut céder, car le temps pressait. Quand ils récupérèrent la bombe, il restait très exactement trois secondes avant l'explosion. Avec un sang-froid extraordinaire, T. réussit à la désamorcer et à la rapporter. Jamais, sans doute, ils n'avaient frôlé la mort de si près. »

Avec la réception du plastic, la technique évolua : la bombe volumineuse fit place à des bombes minuscules ne dépassant par la grosseur d'un paquet de cigarettes.

Après les explosions du Milk-Bar, place Bugeaud, de la Caféteria, rue Michelet face à l'Université, le 30 octobre 1956, je reçus la visite à la Casbah de Ben M'hidi et Benkhedda, venus m'informer des décisions du Congrès de la Soummam. La presse clamait alors à qui voulait l'entendre que la fabrication des bombes ne pouvait être que d'origine communiste, le F.L.N. n'ayant pas de techniciens compétents. J'en profitai pour lever l'équivoque. Ben M'hidi revint quelques jours plus tard et, gagné par la passion de vivre au milieu du peuple ardent de la Casbah, partagea notre périlleuse existence durant quatre mois. En me quittant, au mois de février 1957,

Ben M'hidi me fit part de la décision prise par le C.C.E. de se replier hors d'Alger. Il m'invita à poursuivre ma mission, compte tenu de l'expérience, en attendant la liaison indirecte.

Ben M'hidi fut arrêté dans un refuge de la rue Michelet, au lendemain de la grève de huit jours.

Cette grève fut une grande bataille politique.

Beaucoup de confusion entoure encore cet événement. L'armée française, avec Lacoste et Salan en tête, a tout fait pour dénaturer le caractère et l'objectif de la grève. Le colonialisme français prétendit faussement que le F.L.N. avait déclenché la grève de huit jours pour la transformer *ipso facto* en insurrection générale.

La manœuvre était claire : en attribuant à la grève de huit jours le caractère d'une grève insurrectionnelle, le colonialisme chantait victoire en signalant l'échec du F.L.N., puisque l'insurrection générale imaginaire ne s'était pas produite.

La réalité est exactement le contraire, car le C.C.E. avait fait coïncider la grève de huit jours avec le débat algérien à l'Assemblée des Nations Unies et le but de cette grève était clairement défini dans la directive du C.C.E. comme dans les tracts du F.L.N., de l'U.G.T.A. et de l'U.G.C.A., à savoir :

Plébisciter le F.L.N. comme représentant authentique et exclusif du peuple algérien.

Or cet objectif fondamental a été atteint.

Malgré la terreur, les menaces, les réquisitions, le défonçage des portes des magasins, travailleurs, artisans et commerçants respectèrent l'ordre de grève et plébiscitèrent le F.L.N.

Le second objectif avait un caractère d'organisation comparable aux grandes manœuvres militaires. Jusque-là, le F.L.N. menait le travail politique d'une façon fragmentaire, limitée à un secteur, une ville ou une région.

La grève « pour l'O.N.U. » était donc, pour le F.L.N., l'occasion de brasser des millions d'hommes dans une action concertée, comme s'il s'agissait d'une répétition générale pour la mise au point d'une future insurrection générale.

La grève pour plébisciter le F.L.N. était une grève des bras croisés, les grévistes demeurant chez eux. Le succès fut assez grand pour que l'armée colonialiste soit obligée d'envahir les maisons afin de « meubler les rues » qui étaient désertes.

Le second objectif fut donc également atteint.

Le F.L.N. avait démontré, non seulement son audience indiscutée auprès du peuple algérien, mais sa capacité d'encadrer, de diriger un mouvement de masse à l'échelle nationale.

Voilà, entre autres, ce que j'ai pu constater

par moi-même durant cette phase importante de la grande bataille d'Alger. Que la grève ait été retardée à plusieurs reprises, en raison du débat algérien différé à l'O.N.U., cela a permis à la répression colonialiste de s'organiser et de s'amplifier. Mais pour l'ennemi de notre émancipation nationale, l'important n'était pas la durée exceptionnelle de la grève pacifique. Ce qui l'effrayait, c'était sa signification révolutionnaire : la puissance du F.L.N. et l'unanimité nationale anti-impérialiste.

C'est pourquoi la « bataille d'Alger », dans le langage des popotes, couvre une période de dix mois : de décembre 1956 à fin septembre 1957.

L'armée n'a jamais voulu distinguer les deux aspects de la lutte : le politique et le militaire. Ainsi a-t-elle amalgamé l'action politique par la grève qui visait à manifester la représentativité du F.L.N. devant l'opinion internationale, et l'action armée dans Alger, la capitale de l'Algérie reflétant le visage de la guerre de libération. Elle a mélangé pêle-mêle l'action non violente du commerçant qui baisse le rideau de sa boutique avec le combattant à la mitraillette ou la jeune fille qui dépose la bombe.

Pour l'armée française, il fallait détruire le F.L.N. et l'A.L.N., en détruisant en même temps leur soutien populaire.

Donc, pas de quartier ! Pas de différence entre le boutiquier, le diffuseur de tracts, le

collecteur de fonds, le distributeur de secours ou l'assistante sociale et le moudjahid.

Il ne faut pas oublier que les arrestations en masse, les ratissages avec pillage et brutalités, les tortures et les exécutions sommaires ont été généralisés lorsque le bourreau Lacoste donna les pleins pouvoirs au général Salan. C'est-à-dire que le colonialisme français était décidé à pratiquer des actes de génocide.

La grève pacifique du 28 janvier au 4 février 1957 ne fut qu'un prétexte, car la torture et la liquidation physique ont débuté avant la « grève pour l'O.N.U. » et n'ont pas cessé en Algérie. Et elles furent transférées en plein Paris !

Ce n'est donc pas par hasard que « 24 000 fiches d'assignation à résidence furent signées par le préfet d'Alger de janvier à septembre 1957 ; M. Teitgen, Secrétaire général de la police d'Alger, a dénombré 3 024 disparus dans les mêmes conditions qu'Audin, du 9 janvier au 26 septembre 1957 » (1).

Cette férocité, bien qu'aveugle, portait des coups terribles à l'Organisation d'Alger. Car la participation collective du peuple était si intense que les rafles faites au hasard ainsi que les tortures infligées automatiquement étaient une source de renseignements souvent exploitables par l'ennemi.

---

(1) « Le Monde », 26-10-61.

Durant cette période où je fus réduit aux ressources de ma seule initiative, conséquence de la rupture des relations avec le C.C.E., mon activité devint complexe. Je voulais briser mon isolement en faisant appel aux hommes ayant déjà l'expérience indispensable. Mon rôle de responsable politico-militaire exigeait la poursuite de la lutte par la réorganisation rationnelle et rénovée des réseaux démantelés.

La zone autonome d'Alger, comme dans le combat de David contre Goliath, fit face avec honneur à une force brutale constituée par une armée assiégeante de 80 000 hommes.

Dans le mystère de la Casbah, le F.L.N. renaissait avec la mise sur pied d'un appareil coiffant cinq comités : renseignements, liaisons, rédaction, santé et justice. Je pus ainsi renouer avec les milieux les plus divers.

L'action armée n'avait pas cessé. C'était un élément essentiel pour maintenir intact le moral des patriotes et nourrir la flamme révolutionnaire. Le F.L.N., porteur de l'espoir du peuple humilié, n'était pas hors de combat. Après chaque action armée, la population saluait l'exploit en clamant : « Les moudjahidines sont toujours là ».

En retour, le F.L.N. n'a jamais cessé d'être lié au peuple par le comité politique : propagande chuchotée ou écrite, collecte de fonds, sélection des candidats pour l'action armée, police F.L.N., etc...

Pendant la période de réorganisation, 25 à

30 000 soldats français furent maintenus en permanence dans la capitale. Auréolée par la fausse gloire d'avoir « pacifié Alger », la division parachutiste commandée par le général Massu fut envoyée en opération dans les villages et maquis de la willaya IV.

En février 1957, les paras et les zouaves installèrent des garnisons sur les terrasses de la Casbah transformée en un immense camp de concentration. Vingt-quatre heures chaque jour, les patrouilles et les régiments de ratissage (2 000 hommes environ pour l'encerclement d'un quartier) fouillaient systématiquement maison par maison, coin par coin.

Dans ce seul mois de février, je changeai dix-sept fois de refuge, échappant plusieurs fois miraculeusement... Les sœurs Hassiba, Zohra et Djamila, avec les frères Ali-la-Pointe, Chérif Debih, plus connu sous le nom de Si Mourad, Omar mon jeune neveu, tous me suivaient dans mes retraites successives en partageant les mêmes dangers.

III

TORTURES

SEUL dans la nuit, à mon poste de guet, je domine la ville européenne et la plupart des habitations de la Casbah.

La lumière mobile et aveuglante de puissants projecteurs éclaire successivement et sans arrêt, jusqu'à l'aube, la plupart de nos quartiers. Cette lumière qui, généralement, partait des croiseurs mouillés dans la rade du port d'Alger nous permettait, à nous aussi, de mieux contrôler les alentours relativement lointains de notre P.C. du moment.

L'horloge de la « place du Cheval », (place du Gouvernement), comme l'appellent les Algérois, sonne dix coups. La nuit s'installe. Tout est calme. Mais au moindre bruit, tout devient suspect. L'invasion possible, de jour et de nuit, de la Casbah par les soldats fran-

çais oblige à une vigilance de tous les instants. Depuis que le général Massu avait pris le commandement militaire dans Alger, plusieurs ratissages avaient été effectués à l'improviste et n'avaient donné, grâce à cette vigilance, aucun des résultats escomptés par l'armée.

Soudain, le silence enveloppant la cité fut rompu par les bruits de nombreux moteurs. Ces bruits s'entendaient de loin et devenaient, au fur et à mesure, de plus en plus proches.

La connaissance parfaite de la Casbah et de ses moindres recoins, me permit de localiser rapidement l'endroit vers lequel vinrent finalement s'arrêter les camions militaires.

Cet endroit précis c'était la rue Randon et la rue Marengo qui toutes deux — l'une prolongeant l'autre — séparent la haute et la basse Casbah. Le mouvement était analogue à celui de la veille. Le ratissage de la nuit précédente, effectué par environ dix mille soldats, dura jusqu'au lendemain midi et se solda, en fin de compte, par un nouvel échec.

L'oreille attentive, j'examinais les lieux, lorsque j'aperçus des silhouettes noires sur les toits des maisons. Les ombres allaient et venaient, progressant discrètement. Je scrutai une dernière fois le voisinage avant de donner l'alerte. Le quartier, en effet, fut rapidement cerné. La rue fourmillait de soldats et un grand nombre d'entre eux se dirigeait vers

l'impasse de la rue de la Grenade, vers le numéro cinq, vers nous !

Ma montre marquait 22 heures 30.

Des coups de crosses pleuvaient sur la porte d'entrée, suivis de rafales de mitraillettes. Je quittai aussitôt la terrasse et descendis, quatre à quatre, l'escalier. Je fis brièvement quelques recommandations aux locataires et, vite, me rendis auprès de Si Mourad et d'Alilou.

Mes deux compagnons étaient déjà dans la cache, au premier étage. Cet abri était aménagé au fond d'une vaste chambre, derrière un grand lit mauresque à colonnes dorées qui servait d'ailleurs aussi à en masquer l'ouverture.

Deux hommes refermèrent sur nous la lourde dalle en ciment qui camouflait l'entrée du trou. A peine étaient-ils sortis de la pièce que les militaires envahirent le rez-de-chaussée, tirant des coups de feu en l'air pour intimider les habitants de l'immeuble, qui couraient en tous sens dans les couloirs. En un rien de temps les soldats étaient maîtres de la maison.

Les envahisseurs rassemblaient les locataires dans la grande cour. D'autres fouillaient, avec force jurons, toutes les chambres. La nôtre fut saccagée et ce fut par miracle que nous ne fûmes pas découverts.

En effet, la dalle devant servir à obstruer notre abri avait été mal placée. Un vide de

quelques centimètres demeurait visible et il n'aurait certainement pas échappé à une perquisition plus intelligente que brutale.

Cette petite ouverture, aussi dangereuse qu'inattendue, laissait pénétrer un peu de la lumière électrique éclairant la chambre, et allait nous permettre de vivre toutes les péripéties d'un horrible drame.

Nous pouvions voir et entendre tout ce qui se passait dans cette pièce, de l'autre côté du lit.

Durant une heure, je n'entendis que des grondements et des plaintes. Les femmes, réveillées brutalement, protestaient tandis que les gosses poussaient des cris déchirants.

Je devais apprendre par la suite qu'au cours de ce premier interrogatoire, deux femmes avaient été violées sous les regards terrifiés des hommes présents, paralysés par les canons des mitraillettes.

Le jeune M. C., âgé de douze ans, fut arraché des bras de sa mère, qui tenta ensuite vainement de le rejoindre. On ôta ses vêtements au gamin, puis, attaché à une longue corde on le fit descendre dans le puits pour en ramener les armes qui s'y trouveraient. L'enfant remontait à la surface toujours les mains vides. L'opération du puits fut renouvelée plusieurs fois et dura plusieurs heures.

« J'avais très peur, me dit plus tard le jeune héros. Ma mère m'avait toujours affirmé qu'il y avait des « djinns malfaisants » dans chaque

puits. Mais dès que j'ai vu, à la lumière des projecteurs, les bouteilles et les « machins » en verre, j'ai repris courage. Je me suis dit, s'ils découvrent « ça », ils tueront tout le monde. Alors au lieu de remonter ces objets aux paras, comme ces derniers l'avaient exigé, je fis tout pour mieux les dissimuler encore en les repoussant de mes deux pieds nus vers le fond du trou qui leur servait de cachette. »

Ce gosse admirable faisait allusion à la verrerie et aux bouteilles d'acide nitrique et sulfurique destinés à la fabrication des explosifs.

Les hommes furent séparés des femmes. Et, par une triste ironie du sort, ils furent introduits dans la chambre où nous étions cachés.

Serrés l'un contre l'autre, nos mains crispées sur nos MAT. 49, Si Mourad, Alilou et moi étions assis par terre, à même le sol, dans un carré d'un mètre de côté, aéré par un trou gros comme une balle de tennis donnant sur l'escalier qui mène à la cour.

Notre champ visuel s'étendait, au-delà du lit, sur toute la pièce, à environ un mètre du sol.

Les yeux écarquillés, le cœur serré, nous allions assister, durant une nuit entière, à d'indescriptibles scènes de tortures.

Des hommes nus étaient allongés par terre, pieds et mains liés, le visage tourné vers le plafond. Ils étaient au nombre de dix — dont deux adolescents —, calmes et apparemment

indifférents au sort affreux qui les attendait. Tous cependant semblaient se demander ce qu'on allait faire d'eux. L'un de ces frères avait été attaché au pied en fer du lit.

Mais la réponse ne tarda pas à venir : deux grandes bassines remplies d'eau furent amenées et placées au milieu des corps étendus sur le sol. Des rouleaux de fils électriques, des cordes et d'autres « outils » que je ne pus identifier de manière précise étaient étalés sur le carrelage, à proximité des « baignoires ».

Durant ces préparatifs il ne se passa encore rien, si ce n'est des vociférations suivies de menaces et d'injures.

Cependant j'étais certain qu'en dehors des habitants de cette maison — dont dépendaient désormais nos vies —, nul autre ne savait où nous nous trouvions. A présent, ces mêmes locataires étaient là, devant nous, et connaissant tous l'extraordinaire proximité de notre retraite.

Une voix tonitruante emplit brusquement la pièce : « Dites-nous où sont cachées les armes et où se trouvent les assassins de femmes et d'enfants. »

Il y eut un silence prolongé.

Devant ce mutisme, le soldat parachutiste reprit, le ton menaçant : « Tant pis pour vous, bande d'abrutis, vous l'aurez voulu. On saura vous délier la langue. »

A peine avait-il fini de parler qu'une grêle de coups de poings et de pieds s'abattit sur

les malheureux. Les paras — une quinzaine environ — les battaient avec une fureur aveugle. L'homme attaché au pied du lit essayait de se défendre malgré ses mains liées. On le roua de coups jusqu'à ce qu'il fût incapable de faire un geste.

Il y eut un tonnerre de protestations dans la pièce. Les victimes s'égosillaient à vous arracher l'âme. Les tortionnaires se faisaient un plaisir de les voir s'époumoner. Les coups redoublaient de violence, accompagnés de rires hystériques.

Aux cris des hommes venaient s'ajouter, d'un peu plus loin, ceux des femmes. Elles s'élevaient contre les brutalités dont elles étaient l'objet et les sévices auxquels étaient soumis les leurs. On criait de partout. A tel point que le bâtiment semblait devoir s'écrouler.

Au milieu des corps qui se tordaient, je ne distinguais des paras que les jambes.

« Où sont-ils, où sont les armes ? » Telle était la question qu'ils ne cessèrent de poser.

L., le plus jeune des deux garçons, reçut un violent coup de botte dans les reins. Il se plia sur lui-même en poussant de longs gémissements.

Un cri effroyable s'éleva de la rangée du milieu. Je reconnus la voix de Amour Abdelkader (jeune étudiant de dix-sept ans). Le visage en sang, il murmurait d'une voix rau-

que et faible : « Laissez-moi, je n'ai rien fait, je ne connais rien ».

« Les Arabes, ça aime la matraque, dit le tortionnaire, tu parleras sinon... » La suite se traduisit par d'autres coups. « Le mien est buté ajouta l'autre bourreau, en cognant de toutes ses forces sur sa proie. »

« Tu te rends compte du confort qu'ils ont, rétorqua le troisième, on se croirait dans un palais des mille et une nuits et ça prétend que la France n'a rien fait pour les civiliser. Prends ça, salaud... » La victime ne réagissait plus.

Pour les réduire au silence, les parachutistes, assis chacun sur un « cadavre » — dans la position du sauveteur qui pratique la respiration artificielle pour ranimer un noyé —, leur plaquaient des chiffons contre la bouche. Les hurlements se transformaient aussitôt en grognements sourds et en murmures étouffés.

Je sentis peser sur nous leurs regards et un terrible cas de conscience se présenta à nous : fallait-il foncer et lutter contre un ennemi incontestablement supérieur en nombre et provoquer un massacre collectif, ou bien fallait-il continuer à assister à ces monstruosités et attendre encore ?

J'étais incapable de détacher mon regard de ces corps meurtris. On eût dit des « morts » entre les mains de leurs « laveurs ».

« Marco mène le bal. »

« Fais-nous de la musique et appelle Marco », dit cyniquement l'un des légionnaires, s'apercevant qu'il y avait là un tourne-disque. Les râles et les gémissements se confondaient maintenant avec « l'Etranger au paradis » de Gloria Lasso et d'autres chansons allant de Montand et d'Aznavour jusqu'au accents plaintifs de la musique orientale.

Marco fit son apparition. Il paraissait être le chef de l'expédition.

« Alors quoi de neuf ? », lança-t-il à ses hommes. « On a fait le maximum mais ils ne disent rien. Qu'est-ce qu'il faut faire ? » interrogèrent ses subordonnés.

« Continuez, reprit Marco, ils finiront bien par cracher le morceau. Grouillez-vous les gars, dans un quart d'heure la relève... Les femmes sont emmerdantes, ajoutait-il, cette garce a failli m'arracher les yeux, mais je l'ai eue quand même. »

Il leur raconta la scène et ensemble ils éclatèrent de rire. Voilà près de trois heures déjà que la maison avait été investie par les paras. Cette première séance, non encore terminée, dura une heure quarante-cinq minutes, et chaque minute comptait pour une année.

Le quart d'heure qui clôtura cette séance fut horrible. Il y eut un moment de répit pendant la relève.

D'autres tortionnaires plus « frais » remplaçaient leurs prédécesseurs « épuisés ». Et, étonnés d'apprendre que les torturés n'avaient

pas parlé, les nouveaux venus se ruèrent sur eux en les piétinant méthodiquement.

Marco était toujours là. Il inspecta les unes après les autres ces « loques humaines » avant d'ordonner à ses acolytes de passer au « second acte ».

Les fils électriques furent branchés à une prise de courant pendant que les cordes étaient accrochées au sommet de la voûte en arc de la pièce attenante.

Le lieutenant Marco avait la certitude qu'il y avait des armes et notamment des bombes cachées dans la maison. Il tenait cela de source sûre, répétait-il.

Les femmes, quant à elles, subissaient aussi sans relâche la « question ».

« Vous perdez votre temps, il n'y a rien dans la maison, nos frères ne savent rien, torturez-nous tant qu'il vous plaira, vous ne trouverez rien... »

Et, à l'adresse de leurs frères, elles lançaient sans arrêt des you-you stridents :

« Tenez bon, courage, courage... », criaient-elles de toutes leurs forces.

Je reconnus tour à tour les voix de Hassiba bent Bouali, Zohra Drif, Djamila Bouhired, Fetouma et celles d'autres femmes encore qui nous transmettaient des messages et nous expliquaient, par un langage que nous seuls étions à même de comprendre, comment elles étaient traitées.

Un message, en ce code original, nous fit

tressaillir. Les paras piochaient à la terrasse, dans différents coins considérés comme suspects.

Présentement, le danger était double : il pouvait provenir d'une cruelle défaillance des suppliciés ou de la découverte de la cache-arsenal, renfermant un stock considérable d'armes, située dans la terrasse.

Les visages boursouflés et meurtris, les traces de blessures sur tout leurs corps déformés, exténués et accablés par la cruauté du supplice, les martyrs allaient affronter stoïquement une nouvelle et tragique épreuve.

Le second acte venait à peine de commencer !

La corde.

Deux hommes furent traînés jusqu'au fond de la pièce. Les mains liées à leurs chevilles, on les souleva à l'aide d'une corde rivée au sommet de la voûte et ils se trouvèrent ainsi suspendus à environ un mètre du sol.

Dans la position du sac de sable utilisé pour l'entraînement des boxeurs, les coups pleuvaient sur eux. Et, comme un objet qui tombe avec fracas, on les précipitait brusquement par terre en déroulant les cordes. Les hurlements s'entendaient jusque dans la rue.

Pour étouffer ces cris, un tampon leur fut appliqué dans la bouche et les cris, inachevés, devenaient semblables à ceux d'une bête que

l'on égorge. Les chutes se renouvelaient chaque fois qu'ils s'obstinaient à garder le silence après une question précise.

Les tortionnaires s'étaient répartis en trois groupes : les uns poursuivaient la « pendaison », les autres s'occupaient de la baignoire, d'autres s'appliquaient à communiquer avec un raffinement sadique des décharges électriques à ces « morts vivants ».

La baignoire.

On enfonçait la tête de Mustapha dans l'une des deux baignoires pleines de liquide. Deux gaillards le tenaient vigoureusement par le cou et les épaules et le maintenaient courbé sur la bassine.

Après plusieurs secondes d'immersion, sa tête, tirée par les cheveux, apparaissait enfin hors de l'eau.

Essoufflé et étourdi, il ouvrait toute grande sa bouche au contact de l'air. Il respirait ardemment. Mais l'air qu'il aspirait précipitamment l'étouffait à tel point qu'il suffoquait. « Salauds, assassins », criait-il, chaque fois qu'il le pouvait.

Sa tête disparaissait à nouveau. Son voisin de gauche subissait le même traitement.

La plupart des victimes proclamaient leur innocence, suppliaient, répondaient par des détours aux questions posées. Par moments, l'une d'elles paraissait disposée à parler. Mais, dès qu'elle reprenait conscience, bénéficiant

d'un sursis, elle niait et implorait son bourreau.

Les électrodes.

A environ deux mètres de la cache, au pied du lit, le malheureux gémissait sans répit. Il était impuissant et immobile.

Dans la position d'un malade qu'on opère, il avait à ses côtés, assis sur une chaise, le « chirurgien » qui lui administrait des décharges électriques sur tout le corps. Sa peau mouillée était au contact du sol, déjà ensanglantée.

A chaque passage du courant — de cent dix volts — il sursautait et réagissait par une secousse qui faisait tressaillir tous ses mem bres.

On le questionnait en même temps que son compagnon de misère allongé près de lui et soumis au même « examen ».

Les fils électriques reliés à la prise de courant se posaient une fois de plus sur les lèvres des « patients » et y demeuraient collés pendant un petit laps de temps. Mais, dès que leurs corps étaient séparés des fils électriques, ils balbutiaient et bafouillaient comme s'ils voulaient retrouver l'usage perdu de la parole.

Il leur appliquait successivement le courant sur les oreilles, le nez, la bouche, les flancs, le nombril, le sexe, sur les orteils et sur toutes les parties sensibles du corps.

L'inquisiteur les pressait de questions et le manège reprenait alors de plus belle.

Le jeune L. fut traîné à son tour vers le supplice de la corde. Ses deux compagnons d'infortune, qui l'avaient devancé, gisaient, déjà inanimés, à côté du « gibet ».

Dès qu'il fut ligoté, il cria à ses bourreaux de s'arrêter : « Arrêtez, arrêtez, je vais parler », disait-il d'une voix tremblante.

C'était fatal, me dis-je en moi-même. S'il parle c'est parce qu'il est à la limite du tourment. Il avait bien résisté pendant plus de quatre heures sous l'infernal fardeau de la persécution. S'il nous dénonce, il n'aura en aucun cas trahi : « L'homme qui s'agenouille sous le poids de cinquante kilos, s'effondre sous le poids de cent ».

Marco lui ôta les liens et le harcela de questions.

« Je vais tout vous dire mais ne faites pas de mal à ceux qui sont là, dit le gamin en désignant ses frères... Ils ne savent rien... »

« Allez vite, parle », insistait l'officier.

« Venez avec moi, je vous montrerai l'endroit... Je vous conduis tout de suite si vous le voulez. C'est dans la Casbah, c'est dans la cave... »

Marco fut tellement convaincu par les affirmations de l'adolescent qu'il accepta la proposition.

Après tout, devait-il se dire, il est possible que nous ayons été mal renseignés. Il ne fal-

lait donc pas laisser échapper cette occasion ! La devise des paras n'était-elle pas : vitesse et force ?

L'officier sortit de la chambre en claquant bruyamment la porte. Il revint peu après.

« Allez, marche, passe devant. Si tu te fous de nous, gare à ta peau. »

Ma montre indiquait trois heures trente du matin. Les bérets verts ne torturaient plus. Ils bavardaient entre eux en écoutant quelques refrains.

Si Mourad, collé à moi, sa tête penchée sur mon épaule, semblait se demander si cet entracte allait se prolonger jusqu'au lever du jour. L'insuffisance de l'air transformait sa respiration en sifflements.

Alilou était impassible. Chaque mouvement de ses jambes engourdies était minutieusement calculé, par crainte de provoquer le moindre bruit.

Impatient de voir la fin de cette calamité, nous essayions d'éliminer toute pensée. Mais L. nous revenait constamment à l'esprit. « Où pouvait-il les conduire ? Qu'allait-il devenir après cet acte d'héroïsme ? »

Six heures du matin !

Soudain L. fit son apparition.

Un coup foudroyant le projeta par-dessus ses frères dans la « salle du sacrifice ».

« Ah ! misérable, fit Marco, tu vas me le payer cher... Avale moi ça, vermine... »

Le garçon ne fit aucun geste de ses mains

libres pour se couvrir le visage. Il était complètement anéanti. Des légionnaires venaient de prendre la relève. Très peu de temps après, L. entra dans le coma. Il ne devait revenir à lui que trois heures plus tard.

(J'appris par la suite que ce jeune héros, tenu en laisse, fut contraint de marcher, en titubant, devant ses « bourreaux » qu'il « promena » longtemps à travers les ruelles tortueuses et étroites de ce labyrinthe qu'est la Casbah. Et, toujours pour gagner du temps, il leur fit faire plusieurs fois le tour de la cité, avant de leur indiquer une maison qu'il savait inhabitée.)

Ce mauvais tour et cette perte de temps valurent à notre jeune combattant d'être copieusement battu sur place avant d'être reconduit au point de départ.

Bouillants de colère, les tortionnaires se tournaient vers les « spectres humains » rangés à leurs pieds. Ils se jetèrent sur eux en les malmenant avec une violence qui dépasse l'imagination.

Les procédés les plus barbares furent mis à exécution pour extorquer le moindre aveu à ces martyrs qui avaient accepté avec un courage inouï de sacrifier leurs vies pour assurer notre sauvegarde.

Mais les paras ne renonçaient pas pour autant. B., la mère de L., fut mise en présence des hommes nus couchés sur le carrelage. Son

fils était à ses pieds. Elle était calme et ne semblait nullement effrayée.

« Dis-nous ce que tu sais, sinon on continuera jusqu'à ce qu'ils avouent », ordonna Marco.

La mère B. demeurait silencieuse.

« La vie de ces hommes dépend de toi. Si tu t'obstines, on les fusille », répétait avec insistance le bourreau en chef.

Exaspéré par le silence obstiné de la femme, il leva le bras et la gifla. B. se décida à ouvrir la bouche, non pour répondre à son persécuteur, mais pour encourager ses frères. On la poussa brutalement hors de la pièce. Tout le long du corridor, elle continuait à lancer des appels, à prodiguer ses encouragements.

Le calvaire continua jusqu'à sept heures du matin. A ce moment-là, les coups de marteaux et de pioches cessèrent en même temps que cessa le supplice.

Dans la « chambre d'opération » il ne restait que quelques paras. L'un d'entre eux s'adressa à son vis-à-vis :

« Tu emballeras l'électrophone et les disques. N'oublies surtout pas le poste de T.S.F., je m'occupe de vider l'armoire... »

« Tu parles, répondit son ami, pour le travail qu'on s'est tapé, on mérite bien ça, non ? »

Tout en parlant, il marchait sur l'une des victimes.

Je compris que les « visiteurs » s'apprêtaient à quitter la maison. Mais au préalable

ils pillaient tout ce qui leur tombait sous la main : bijoux, sommes d'argent, argenterie, linge, etc...

A sept heures et demie, Marco se montra de nouveau dans la pièce. On délia toutes les victimes, dont quelques-unes demeuraient toujours sans connaissance.

Les femmes, groupées derrière la porte, tentaient vainement de pénétrer dans la chambre où l'officier Marco, en tenue de combat, lançait des avertissements à ceux qu'il venait de soumettre à la torture durant toute la nuit.

« A l'avenir, plus de fellagha ici, compris ? La prochaine fois vous passerez tous à la casserole. A bon entendeur, salut ! » conclut-il avant de partir.

A neuf heures du matin, il ne restait plus de soldats dans les parages. Mais, pour en être plus sûrs, les locataires avaient attendu un long moment avant de retirer la dalle derrière laquelle nous étions cachés.

A peine avions-nous mis les pieds hors du trou que les femmes, les hommes et les enfants valides se précipitaient sur nous, nous entouraient de tous côtés. Ils pleuraient de joie, nous embrassaient et nous regardaient comme si nous étions les héros du drame, alors qu'en réalité tout le mérite était pour eux et pour eux seuls.

Nous ne savions que dire et nous nous sentions terriblement émus devant cette frater-

nité réelle et cette chaleur qui nous enveloppaient. Chacun d'eux voulait expliquer ce qu'il avait ressenti sous la « question » et les raisons qui l'avaient poussé à tenir le coup et à garder le silence.

Nous étions touchés par cette marque de confiance qui se lisait dans leurs yeux. Ce qui frappait le plus, c'était le mépris de la mort, le désir ardent et unanime de continuer le combat.

Comment ne pas vaincre, me disais-je en mon for intérieur, lorsqu'on a derrière soi toute une population dont les héros obscurs se comptent par milliers ?...

Les gosses se faufilaient entre des dizaines de jambes et parvenaient jusqu'à nous. Nadir, un bambin de trois ans, accroché à moi, répétait sans cesse :

« Pépé, pépé, cachez-vous, vite, les paras, les paras... »

Je demeure persuadé qu'il se souviendra, malgré son âge, de cette nuit infernale du 2 février 1957, qui l'aura marqué pour le restant de son existence.

Je me rendis auprès de L. qu'on avait déjà évacué dans la chambre voisine. Il était allongé sur le canapé. Le visage tout noir de coups, les yeux fiévreux, il me dévisagea pendant un long moment avant de m'adresser un large sourire. « Comment te sens-tu ? » lui dis-je, en caressant son visage enflé.

« Ça va mieux à présent et tu ne peux pas

t'imaginer combien je suis heureux qu'ils n'aient rien trouvé. »

« Sais-tu que s'ils n'ont rien découvert c'est bien grâce à toi ? »

« Je n'ai fait que mon devoir ; et les autres, comment vont-ils ? »

« Ne t'inquiète pas pour eux, ils ont un moral de fer et se portent à merveille. »

« Frère, je veux te demander quelque chose. »

« Quoi ? »

« Je veux une arme pour tuer Marco. Je veux combattre les armes à la main. Je vous prouverai que je saurai me servir d'un pistolet... »

« Nous savons que tu ne manques pas de courage, ton attitude nous a tous sauvés. Pour l'instant tu dois te reposer, tu es fatigué, on verra cela plus tard. »

Au fond de moi-même, je pensais à ce garçon de quatorze ans, si désireux de combattre et je l'imaginais mort. Or, nous avions déclenché ce mouvement de libération nationale pour que ceux de sa génération connaissent une vie meilleure et pour que les témoins, plus tard, puissent raconter aux plus jeunes, les sacrifices consentis par notre peuple.

Je découvris en même temps que les adolescents, souvent négligés par les mouvements révolutionnaires, représentent en fait un potentiel capital dans la mesure où on sait leur donner une juste orientation.

Le jeune L. devait quitter, une heure plus tard, la maison qui l'avait vu naître pour un autre refuge. Il nous promit de n'agir que selon les directives qu'il recevrait.

Les locataires se préparaient, bien malgré eux, à quitter leur demeure et rassemblaient les objets nécessaires dont ils ne pouvaient se passer.

Le problème du recasement fut résolu sur place, grâce aux voisins de l'entourage immédiat qui accoururent dès la fin du cauchemar au secours de leurs frères et sœurs. Tous étaient fraternellement solidaires.

Le frère Marsali Abdelghani, parti en mission la veille, se joignit à nous. Il dut se cacher toute la nuit, chez lui, au fond d'un puits.

Nous nous préparions à vider les lieux lorsque j'appris qu'une scène identique à la nôtre s'était déroulée à l'ouest de la Casbah, au 1 de la rue Sidi-Ben-Ali.

Là encore, le drame se joua pratiquement à huis clos. Deux hommes succombèrent sous la torture. Les parachutistes réussirent à découvrir dans cette maison un stock d'armes. L'un des habitants de cet immeuble avoua, malgré lui, sous le supplice.

Avant de regagner le n° 7 de la rue de la Grenade (maison située à quelque trente mètres à vol d'oiseau de l'impasse), je m'étais déguisé afin de passer inaperçu au milieu des gens de la Casbah qui, presque tous, me connaissaient.

Compte tenu des limites de la résistance humaine et de la criminelle barbarie des tortionnaires, je me devais de redoubler de vigilance. Mon refuge devait être absolument ignoré.

A huit heures du soir, le même jour, les paras étaient de retour dans le quartier. Le n° 7 fut envahi. Nous fûmes, mes compagnons et moi, contraints de nous terrer dans un abri à la terrasse.

Loin de nos yeux, cette fois, la famille Haffaf subit des tortures qui durèrent jusqu'à deux heures du matin.

Pliant bagages au milieu de la nuit, les bérets verts emmenèrent tous les hommes habitant le quartier. Profitant de ce départ, nous nous rendîmes par les terrasses à l'immeuble portant le n° 9 de la même rue.

Le 4 février à six heures du matin, je quittai ma retraite et toute cette partie de la Casbah.

Tenant d'une main ma MAT.49 dissimulée sous mon pardessus et de l'autre un pot à lait, je me rendis à un autre refuge. Ayant l'allure d'un paisible passant ou d'un « briseur de grève », je pus passer au milieu des patrouilles qui sillonnaient la Casbah ce jour-là.

IV

SOLIDARITE

Il serait long de raconter, dans le détail, la vie que nous avons menée durant notre combat dans Alger. Je me bornerai à relater quelques faits significatifs de l'entière sympathie du peuple, notamment le dévouement des femmes et des jeunes filles.

C'était le début du Ramadhan 1957, au mois d'avril.

Dans un refuge provisoire, rue des Pyramides, je venais de terminer un entretien avec Houd, le responsable des comités zonaux. Après son départ, je décidai d'y passer la nuit. Le lendemain, Djamila alla reconnaître l'itinéraire pour mon déplacement. Elle revint, me conseillant d'attendre la tombée de la nuit. Elle rejoignit notre P.C. en m'envoyant

la sœur Hassiba, pour éviter d'attirer l'attention sur le va-et-vient d'une même personne.

Vers 13 heures 15, Ali, Hassiba et moi étions assis autour d'une bombe enveloppée dans un étui d'appareil photographique, que je devais remettre l'après-midi même. Soudain, une femme voilée fit irruption dans la pièce. En nous voyant, elle s'immobilisa sous l'effet de la surprise, en écartant machinalement son voile et démasquant le visage d'un homme étonné. C'était Dahmane le maçon. Ses premiers mots furent pour s'excuser de son intrusion involontaire, car il ignorait notre présence dans son refuge habituel, puis il nous tranquillisa en nous assurant qu'il avait le sentiment de n'avoir pas été suivi.

Nous avions hâte de savoir ce qui lui était arrivé depuis quatre jours. Nous étions cachés dans la « Maison des Arbres », rue Sidi-Ben-Ali, où il habitait. Ce soir-là, nous l'attendions pour 22 heures, après avoir accompli une mission dont l'avait chargé Ramel, son supérieur. Il ne revint plus. Mais à 2 heures du matin, les paras envahirent la maison, ratissèrent les chambres sans réussir à découvrir l'abri où nous nous trouvions. (Cet abri avait été construit par notre compagnon déguisé.)

L'histoire de Dahmane contitue un scénario vécu.

Dahmane le maçon était, en plus de son métier, un agent de liaison des groupes armés et un transporteur d'armes. Alors que nous

l'attendions, il était tombé entre les mains de la police militaire. Conduit dans un café maure de la rue de la Lyre, transformé en chambre de torture, il fut soumis à la « question » durant cinq heures. Laissé inanimé avec d'autres « suspects » interrogés, il réussit à se défaire de ses liens, à ramper nu comme un ver et à profiter de l'inattention des paras pour se saisir d'une mitraillette accrochée au mur. La mitraillade éparpilla ses tortionnaires qui lui laissèrent la porte ouverte pour s'évanouir dans la nuit. A une heure du matin, il fut recueilli dans une famille de la rue de la Grenade. Sa fuite provoqua la perquisition à son domicile, où nous nous trouvions. Tous les locataires furent battus sans résultat. On imagine l'exploit inattendu des paras recherchant un agent de liaison et délogeant un « gibier » important.

Notre salut, nous le dûmes dans cette nuit-là, au stoïcisme de Dahmane le maçon. Le lendemain, il se rendit auprès de Ramel à qui il remit sa mitraillette. Trois jours après, déguisé en mauresque et muni d'un pistolet, il décida de retourner à son refuge qu'il avait l'habitude d'utiliser et où il nous trouva.

Décontracté, il finit son récit après avoir ôté son déguisement. Quelques instants plus tard, notre hôtesse vint nous alerter : le quartier était encerclé ! En effet, les zouaves envahissaient déjà la maison. Dans la Ghorfa du premier étage, nous nous préparions au com-

bat. Au moment où le sergent et ses hommes allaient franchir le seuil de notre retraite, Ali et moi ouvrîmes le feu : deux morts, le sergent et un caporal, trois blessés. Notre compagnon, connaissant bien les lieux, interpella Hassiba en lui montrant une ouverture dans le mur donnant à ras d'une terrasse voisine. Ils passèrent les premiers, Ali et moi les suivîmes en décrochant.

Le dispositif militaire était déjà en place. A peine avions-nous traversé la première terrasse que les rafales se mirent à pleuvoir sur nous. Hassiba eut son pantalon bouffant troué plusieurs fois, je fus blessé au cuir chevelu. Ali et Dahmane, indemnes, prirent une direction opposée. J'appris par la suite qu'Ali-la-Pointe, réussissant à percer le bouclage, traversait les ruelles de la Casbah, la mitraillette au poing, au milieu des acclamations des gavroches algérois. Spontanément, les gamins eurent la présence d'esprit de se rendre utiles en servant d'éclaireurs à leur héros.

Hassiba et moi restâmes dans l'aire du bouclage. Malgré le crépitement des balles échangées, les terrasses étaient envahies par les femmes et les enfants qui assistaient avec beaucoup de témérité à un spectacle devenu quasi quotidien. Je me demande encore comment le combat cessa. Je me souviens surtout de la ceinture humaine formant écran protecteur. De partout, des cris, des you-you, des

conseils pour nous montrer le chemin à l'abri du tir adverse. Je restai un moment immobile, comme hypnotisé par le charme de cette puissante démonstration de solidarité agissante. Malgré son insistance à partager le même danger, je laissai Hassiba entre les mains amies.

Enfin, j'arrivai par le chemin aérien dans une maison de la rue du Lion. Les locataires m'accueillirent avec la joie de secourir un moudjahid.

Je fis une rapide toilette. On me servit le café, que je refusai par souci de respecter les règles du Ramadhan. Mais les femmes qui m'entouraient, me rappelèrent que l'Islam est une religion tolérante, permettant la rupture du jeûne. Je n'avais presque plus de munitions ; un jeune garçon accepta de porter un message et revint accompagné de Zohra et Djamila, venues me ravitailler avec des chargeurs et deux grenades. Tous trois avaient réussi à passer entre les barrages encerclant le quartier.

Puis ce fut de nouveau l'alerte. La rue changea de couleur en fourmillant de soldats en treillis verdâtre. J'allais tenter de partir par les terrasses, mais une brave mère de famille s'interposa en m'indiquant un moyen plus efficace pour notre sécurité immédiate : le puits, dont elle souleva le couvercle. A l'aide d'une échelle, nous descendîmes, les sœurs Zohra, Djamila et moi, au fond de la citerne

en nous glissant au bout d'une galerie souterraine, avec de l'eau jusqu'à la ceinture. Il était temps. Le couvercle rabattu, les assiégeants étaient dans le patio. Ils inspectèrent les lieux et s'en allèrent passer au crible d'autres maisons.

« Vous pouvez remonter », nous cria de la margelle notre ange gardien dont le sang-froid, l'initiative et le patriotisme nous firent oublier notre angoisse. Et tous les locataires attendaient autour du puits notre sortie à la surface, heureux d'avoir contribué à sauver des combattants, leur frère et leurs sœurs.

C'est quelques jours après, le 9 avril, que Djamila fut arrêtée. A quatre heures de l'après-midi, nous nous trouvions 13, rue du Nil, dans un refuge que nous avions rejoint après avoir échappé à un bouclage. Je chargeai alors Djamila et Zohra de transmettre, par différentes boîtes postales, des messages destinés à Ramel et à d'autres responsables. Quelque temps après, sa mission accomplie, Zohra revint à l'heure prévue. Djamila, elle, était en retard, et je m'inquiétai. Je lui avais demandé au préalable de ramener des journaux comme d'habitude, mais elle était tombée dans le bouclage de tout un quartier de la Casbah, et n'avait pu se dégager à temps. Quand elle revint, avec une heure de retard sur l'horaire, j'étais presque persuadé qu'elle avait été arrêtée.

Hélas, dans mon soulagement à la voir de

retour, je ne pouvais prévoir la suite. Vers 19 heures, comme j'ouvrais le journal avant de dîner, j'appris l'exécution du frère Arezki Lounis, un patriote qui avait été blessé par la police le jour de Noël 1956, arrêté et condamné à mort. Cela me bouleversa d'autant plus que ce frère était parti, ce jour-là, pour une « action suicide », et qu'il le savait. Il devait aller rue d'Isly et mitrailler des militaires. Avant de partir, il m'embrassa et me dit seulement : « Je ne te demande qu'une chose : échange ta MAT.49 contre la mienne. Je veux me servir de ta mitraillette pour mon dernier combat... »

Mon émotion était à son comble : je jurai de le venger sans tarder, et je ruminai ce projet dans ma tête pendant toute la soirée. Lorsque arriva 4 heures 30 du matin, nous décidâmes de sortir de l'abri, Hassiba, Zohra, Djamila, Si Mourad, Alilou et moi-même, pour aller manger. Mais pendant qu'ils se restauraient, incapable de tenir en place, je pris ma mitraillette et sortis seul, dans la rue, sans qu'ils s'en rendissent compte. Le couvre-feu était levé, à l'époque, à 5 heures du matin. Je fis un tour dans différents quartiers de la Casbah, pensant rencontrer une patrouille militaire et tirer dessus pour venger le frère assassiné. Par extraordinaire, je n'en vis aucune et, au bout d'une demi-heure, je rentrai, fou de rage : « Comment se fait-il, m'exclamai-je en retrouvant mes compagnons, que je

puisse sortir et rentrer sans que personne ne s'en aperçoive ? Quel manque de vigilance ! »

C'était très injuste, évidemment, mais il me fallait rompre l'oppression qui m'avait saisi. Je voulais changer d'atmosphère. A 5 heures du matin, j'appelle Hassiba et lui demande d'aller préparer un autre refuge. Ce qu'elle fait, puis revient. Nous nous préparons alors à sortir, en observant les dispositions habituelles. Je confie ma serviette à Djamila, qui la met sous son pantalon bouffant, attachée par un foulard sous son voile ; et je lui demande de marcher derrière moi à vingt mètres.

Alilou devait passer le premier, derrière notre agent de liaison, Mahfoud, qui servait d'éclaireur ; Alilou suivrait à cinq mètres derrière. Puis il y aurait, à cinq mètres également, Zohra. Ensuite Hassiba. Puis moi, et enfin, je le répète, Djamila, à vingt mètres. En cas d'accident, on devait rebrousser chemin et regagner le refuge.

Notre cortège sort donc du refuge et s'engage dans la rue. Arrivés au premier croisement, nous devions tourner à gauche. Pour nous couvrir, Mahfoud, premier de la colonne, remonte dans la partie droite, surveillant ce qui se passe pour permettre au reste de notre petite troupe, Alilou maintenant en tête, de descendre à gauche. De fait, Alilou, Zohra, Hassiba passent sans encombre. Mais à ce moment, Mahfoud se trouve face à face avec

une patrouille de zouaves. Précipitamment, il rebrousse chemin vers le carrefour pour nous alerter : « Vite, vite, la patrouille ! » Comme j'arrivais juste à l'angle de la rue, je presse le pas en tournant à gauche et Djamila accélère à son tour. Mais les zouaves, ayant vu Mahfoud faire demi-tour, se sont élancés à sa poursuite. Ils crient « Halte ! » et, m'apercevant, tirent une première rafale. Du coup, Djamila, qui arrivait à son tour au croisement, au lieu de rebrousser chemin, s'élance au milieu de la rue, les bras écartés, pour couvrir ma fuite. A ce moment précis, je me retourne brusquement, mitraillette au poing, pour éviter que les zouaves ne me tirent dans le dos. Il y a un échange de coups de feu. Touchée d'une balle à l'épaule, Djamila tombe, tandis que les militaires s'élancent. Je dois me replier sans savoir si elle est morte ou vivante et je gagne précipitamment le refuge où Hassiba m'avait précédé.

Tout de suite, j'appelle le propriétaire pour essayer de savoir ce qui est arrivé à Djamila. Il va aux nouvelles et apprend qu'elle a été emmenée, blessée, au Commissariat du 2e arrondissement. Aussitôt, je gagne le refuge où se trouvaient Ali et Ramel et nous organisons un coup de main pour la délivrer. Mais au moment d'attaquer le Commissariat, nous apprenons qu'elle vient d'être transférée ailleurs, il y a cinq minutes à peine.

Déjà tous les services de renseignement

du F.L.N. à la Casbah, alertés, commencent à suivre Djamila à la trace : Hôpital Mustapha, Maison-Carrée, Hôpital Maillot. Mais ces transferts sont si rapides que nos éléments arrivent chaque fois un peu trop tard pour que le renseignement puisse être exploité.

A l'hôpital Maillot, cependant, travaillait un patriote qui accepta, à ma demande, de faire joindre Djamila par un infirmier de ses amis. Je lui écrivis donc un mot sur un morceau de papier à cigarette roulé, pour l'informer de l'opération que j'avais montée avec Ramel et Ali-la-Pointe : « Accepte, lui disais-je, de conduire les militaires dans la Casbah pour leur livrer des documents. Arrivés à tel endroit précis, rue de la Grenade, jette-toi par terre à plat ventre. Nous ouvrirons le feu. »

Djamila reçut le message mais refusa. Elle ne voulait pas, disait-elle, que des frères risquent leur vie pour la libérer.

Mais j'étais résolu à tout tenter pour la sauver. Je tenais à montrer aussi à l'adversaire que, malgré les coups que nous avions reçus, il existait encore une organisation capable de réagir.

Par l'intermédiaire du frère de l'hôpital, je décidai donc de contacter un adjudant-chef qui, du fait de ses responsabilités à l'hôpital Maillot, avait la possibilité d'aller n'importe où, et qui nous semblait favorable. Mais ce sous-officier de l'armée française, comment le convaincre de nous aider ?

— Invite-le chez toi pour un baptême, dis-je au frère.

Et nous montâmes toute une mise en scène. L'adjudant-chef arriva avec l'infirmier dans une maison de l'impasse Lavoisier (une maison bien connue de Djamila, d'ailleurs. Mais, sûrs qu'elle ne parlerait pas, les frères n'avaient pas voulu la quitter). Ils s'assirent dans la chambre et commencèrent à bavarder. Tout à coup, la porte s'ouvre. Au lieu du couscous ou du café attendus, c'est Ali, en personne, qui entre, l'air terrible : chemise de velours noir, foulard vert, pantalon de velours, sa MAT. 49 à la main et deux grenades à la ceinture. L'adjudant écarquille les yeux, stupéfait, quand Ramel entre à son tour, habillé en bleu, lui aussi avec sa mitraillette et bardé de grenades. Enfin, c'est moi, en blue-jean et pull-over marron, avec le même attirail.

Assis sur son matelas de laine, l'adjudant-chef est devenu blanc. Il croit sa dernière heure arrivée. Je m'installe à côté de lui, Ali et Ramel nous faisant face.

Je commence par le rassurer un peu :

— On a besoin de toi. C'est pourquoi on t'a appelé.

— Je n'ai rien fait, gémit-il, et il se met à raconter sa vie.

Je le coupe, en faisant les présentations. Cette fois, il tombe des nues, puis se ressaisit :

— Si c'est vous, dit-il, je suis prêt à travailler avec vous.

Ravi de ses bonnes dispositions, nous apportons le café et lui expliquons de quoi il s'agit : nous donner le plan de l'hôpital Maillot et nous aider, de l'intérieur, pour faire évader Djamila. Il accepte aussitôt et nous commençons sans tarder les préparatifs.

Les jours suivants, j'utilisai Zohra Drif comme agent de liaison avec tous les hommes chargés de cette mission. L'adjudant-chef avait mis sa voiture à notre disposition, ce qui nous permit de faire le tour de l'hôpital pour reconnaître les lieux à loisir avant le jour de l'enlèvement. Il nous donna aussi des tenues militaires qu'il avait prélevées dans sa caserne. Bref, tout était prêt pour l'opération.

Au jour fixé, à 10 heures du matin, trois fidayine devaient entrer à l'hôpital, revêtir les tenues militaires et attendre le soir. Avertie par un message, Djamila, à 21 heures, devait demander une infirmière pour un cachet. A ce moment-là, les frères interviendraient, et l'enlèveraient sans casse.

Tout se déroula comme prévu, jusqu'à la dernière minute. Jusqu'à la dernière demi-heure, plus exactement. A 20 heures 30 précises, tout un bataillon de paras fit irruption dans l'hôpital et, sous les yeux mêmes des fidayine chargés de la délivrer, firent sortir Djamila pour l'embarquer dans un camion militaire.

Je crus, ce jour-là, que je ne la reverrais plus. Mais depuis ces jours sombres, je n'ai jamais oublié le courage de l'adjudant-chef, qui avait tout risqué pour nous aider. D'autant plus qu'il ne s'en tint pas là. Il se mit à nous fournir des médicaments, puis à ravitailler les maquis, jusqu'au jour où il fut arrêté et condamné à quelques années de prison.

Cependant, la réapparition inattendue des actions armées ou de la bombe, ramena aussitôt sur Alger la division parachutiste au complet. La pression exercée sur la Willaya IV s'était ainsi desserrée. Mais la répression sur Alger fut plus féroce qu'auparavant. Pour la troisième fois, l'organisation fut durement touchée. Mais l'âme de la Révolution algérienne restait vivante au cœur de ce peuple persécuté dont les héros obscurs se comptent par dizaines de milliers.

Cette âme collective, invincible, est nourrie par le sacrifice et le sang de martyrs comme Ali-la-Pointe, Ramel et tant d'autres. Qu'il me suffise d'évoquer rapidement la vie et la lutte de quelques-uns de ces héros.

V

ALI-LA-POINTE

AMMAR ALI, dit Ali-la-Pointe, est né à Miliana. Il avait sept ans le jour où ses parents vinrent s'établir à Alger. Son enfance fut malheureuse. La misère lui ferma pour toujours les portes de l'école. Comme nombre d'enfants algériens non scolarisés, il fut dans l'obligation de chercher du travail au moment même où certains de ses camarades commençaient à peine l'étude de leurs premiers livres de classe.

Il ne manquait jamais, chaque fois que l'occasion se présentait à lui, de jeter un regard d'envie et de regret sur tout établissement scolaire d'où s'échappaient les voix des écoliers récitant leurs leçons ou chantant tous ensemble un chant de notre enfance.

Il était donc conscient d'avoir perdu beau-

coup mais son amertume s'atténuait dans sa résolution d'apprendre et de chercher à devenir meilleur. Il était fier aussi à la pensée que son sacrifice lui avait permis d'aider son père à subvenir aux besoins quotidiens d'une famille de sept enfants dont il était l'aîné.

A dix-sept ans, il s'intéressa au sport et plus particulièrement à la boxe. Il habitait alors la Pointe-Pescade, proche banlieue d'Alger, d'où d'ailleurs son surnom d'Ali-la-Pointe. Il participa à plusieurs manifestations pugilistiques, livrant quelques combats amateurs très appréciés du public.

Mais l'extrême modestie de la condition sociale de sa famille intervint, là encore, et l'empêcha de se consacrer entièrement à ce sport qu'il aimait et pour lequel il avait manifesté de réelles dispositions.

Quittant un travail pour un autre au gré de la fantaisie et de l'humeur de son patron du moment, il se retrouva maçon et eut relativement le temps de se perfectionner dans ce métier.

Cependant, ne pouvant supporter indéfiniment les brimades et les injustices quotidiennes d'un contremaître raciste, dont ses camarades et lui-même étaient les victimes, il se rebella vigoureusement. Après avoir administré une sévère correction au contremaître, il fut immédiatement congédié. Il se retrouva dans une situation déjà trop familière pour lui, celle de chômeur

C'est alors qu'il devint, bien malgré lui, ce que l'on appelle communément un mauvais garçon. Fréquentant des milieux peu recommandables, où son autorité ne tarda cependant pas à s'établir, il fut vite considéré comme un homme redoutable mais assez fier et d'une noblesse d'âme assez élevée pour s'interdire la moindre bassesse.

Jeté dans ce milieu par les conditions sociales les plus contraignantes d'une existence sans joie et sans espoir, il demeura néanmoins lui-même.

Appelé sous les drapeaux, il refusa de se présenter. Recherché par la gendarmerie, il fut arrêté quelque temps après et fit son service militaire dans une caserne de Blida.

Dès son retour à la vie civile, il se mêla de nouveau aux milieux équivoques de la pègre algéroise, au sein desquels il était toujours aussi craint et respecté.

Ayant participé à une véritable fusillade, à la fin de l'année 1954, il fut arrêté et écroué à la prison civile de Barberousse à Alger.

A l'époque, de nombreux patriotes algériens étaient déjà détenus dans cette prison. A leur contact, Ali comprit très vite les raisons profondes de toutes les injustices déjà subies, les causes réelles du chômage, de la misère, de l'analphabétisme et de la répression sous toutes ses formes.

Il découvrit rapidement la source unique

de tous ces maux : le colonialisme français.

Plongé chaque jour dans d'ardentes discussions avec des militants aguerris, il comprit la nécessité de la lutte armée pour abattre le régime colonial comme condition préalable à une vie digne, libre et heureuse. Sa foi en la Révolution algérienne et en son triomphe final fut chez lui presque instantanée. Sa vie eut alors un but, un espoir. Découvrant la magnifique solidarité qui soudait entre eux tous les militants, il comprit que le peuple algérien était un tout et qu'il fallait lutter ensemble pour un but commun. Il admit d'emblée que les meilleurs devaient accepter le suprême sacrifice pour une cause aussi noble, aussi juste et aussi exaltante.

Brûlant d'envie de participer sans plus attendre au combat gigantesque de la Révolution, il tenta de s'évader de Barberousse. Cette première tentative échoua.

Il ne désespéra pas pour autant. Après sa condamnation à quatre ans de prison et son transfert dans la centrale de Berrouaghia, il élabora plus minutieusement un nouveau plan d'évasion. S'étant fait inscrire pour les durs travaux des chantiers de Damiette, il réussit à tromper la surveillance de ses gardiens et à s'échapper.

Il parvint à rejoindre Alger et chercha inlassablement à prendre contact avec l'organisation, tout en menant une vie clandestine. De nombreux policiers s'acharnaient à le

rechercher et parvenaient quelquefois à retrouver sa trace. Mais il réussit chaque fois à se dégager en livrant de véritables petits combats, les armes à la main.

Je l'ai rencontré pour la première fois, vers la fin décembre 1955, en plein cœur de la Casbah d'Alger. J'avais devant moi un bel homme brun, taillé en athlète qui, sans grandes phrases, me fit part de sa calme résolution de lutter et de mourir pour l'indépendance de la Patrie algérienne.

Sa première action armée dans les rangs des soldats sans uniforme de l'A.L.N. eut lieu au début de l'année 1956. Elle fut dirigée contre un indicateur de la police et fut couronnée de succès.

Cela me confirma dans mes premières impressions, à savoir que j'avais vraiment affaire à un sujet d'élite. Je décidai de le prendre avec moi et l'installai dans mon propre refuge. Ce refuge était situé rue des Abderames. J'étais déjà moi-même recherché par la police. La présence d'Ali à mes côtés contribua au renforcement des conditions de sécurité de notre petit groupe de responsables.

C'est lui, en effet, qui me suggéra le premier l'idée d'un passage truqué devant nous permettre, en cas d'alerte, de nous retrouver rapidement sur les terrasses des maisons situées à proximité de notre refuge du moment. Cette idée fut très souvent mise en

pratique et c'est très souvent que sa réalisation nous permit de nous échapper et d'avoir ainsi la vie sauve. A ces moments-là, Ali se rappelait toutes les techniques de son ancien métier de maçon.

Toujours à l'avant-garde de l'action, il multiplia les actes de bravoure avec un courage et une audace extraordinaires. Le succès était au bout de chacune de ses actions. Quelques-unes seulement se terminèrent par un échec.

Il s'agissait, par exemple, d'incendier un garage situé boulevard Saint-Saëns, lequel abritait souvent des véhicules militaires.

En effet, au moment de pénétrer à mon tour dans ce garage, j'entendis une bruyante détonation. C'était Ali qui avait malencontreusement fait sortir une balle de son 11,43 alors qu'il s'employait à calmer et à rassurer le veilleur de nuit tremblant de peur et dont la vie devait absolument être épargnée. Il était une heure du matin. La détonation réveilla en sursaut les habitants du quartier, dont beaucoup apparurent sur les balcons pour crier et donner ainsi l'alerte. Ne désirant pas faire de victimes inutiles, nous nous retirâmes aussitôt et pûmes regagner nos refuges.

Un autre attentat manqué fut celui dirigé contre le sinistre bourreau Achiarry.

Cet attentat avait été décidé au cours d'une réunion tenue dans une baraque qui nous servait de retraite, chez moi à la Casbah. Nos

services de renseignements venaient en effet d'avoir la preuve qu'Achiarry était l'un des principaux dirigeants des réseaux ultras d'Algérie. Cela, d'ailleurs, ne pouvait guère nous étonner car chacun de nous classait depuis longtemps déjà Achiarry parmi les ennemis les plus haineux de notre peuple. Chacun de nous se rappelait le rôle criminel qui avait été le sien lors des massacres de mai 1945, qui coûtèrent la vie à des dizaines de milliers d'Algériens. La décision ayant été prise, les conditions de sa mise à exécution furent élaborées en commun dans un autre refuge situé au tournant Rovigo.

Trois hommes, dont Ali-la-Pointe, furent désignés pour l'accomplissement de cette mission.

Au jour fixé, ils prirent place dans une voiture qui les emmena boulevard Saint-Saëns, juste à proximité du domicile d'Achiarry. A leur arrivée, ils constatèrent que l'homme à abattre n'était pas chez lui. Il était onze heures du matin.

Ali et ses deux compagnons, Hamadi et Salah, prirent alors la décision d'attendre dans la rue son retour chez lui. Mais, après une demi-heure d'attente, la personne visée, contrairement à ses habitudes, n'apparaissait toujours pas.

Soudain, la rue fut investie par les policiers. Cars et motos foncèrent droit sur Ali et Hamadi, coincés dans une sorte d'impasse. Les

canons des mitraillettes étaient déjà à environ trois mètres de nos deux fidaï. Gardant tout son sang-froid et avec une rapidité déconcertante, Ali tira son pistolet et fit feu sur les assaillants qui, aussitôt, se jetèrent à terre. Mettant à profit le moment de désarroi provoqué par son audacieuse réaction, notre héros parvint à se dégager tout en échangeant de nombreuses balles avec les policiers. Il put rejoindre la voiture et s'échappa miraculeusement.

Salah, lui aussi, réussit à s'en tirer. Hamadi, en revanche, fut arrêté.

La poursuite à travers les rues d'Alger fut terriblement mouvementée. Les échanges de coups de feu ne cessèrent que lorsque Ali parvint à semer les voitures qui le pourchassaient.

Cette action, malgré l'échec, consacra la valeur exceptionnelle d'Ali au sein de notre peuple et lui valut, d'autre part, la haine inquiète de tous les colonialistes. Depuis lors, les policiers tremblaient à la seule idée d'être désignés un jour en vue de l'arrestation d'Ali et de notre petit groupe.

Notre capture était considérée comme un des objectifs majeurs de l'appareil colonialiste. Mais comme la Casbah était devenue, grâce à l'organisation, un véritable maquis aussi impénétrable que nos djebels de Kabylie ou des Aurès, la décision fut prise de créer des groupes « contre-terroristes », composés d'au-

tochtones, afin de tenter la destruction de nos réseaux. En effet, les dirigeants ultras et la police firent appel aux membres musulmans les plus tarés de la pègre algéroise. Ils réussirent, péniblement d'ailleurs, à en réunir quelques-uns.

L'un d'eux : Abdelkader Rafai, dit Bud Abbot, souteneur notoire, fut particulièrement zélé dans cette triste « tâche » au service de la police. C'est lui qui, entre autres, plaça une bombe au domicile d'un médecin musulman connu pour sa sympathie envers le F.L.N.

Ses méfaits ne se comptaient plus. Son arrogance et son mépris du peuple étaient publiquement affichés. Il croyait que la protection de l'appareil colonialiste le rendait invulnérable.

La justice du F.L.N. l'ayant condamné à mort, Ali revendiqua l'honneur de l'abattre. La mission lui fut confiée et le frère Arbadji Abderahmane lui fut adjoint.

Les renseignements nécessaires une fois rassemblés et recoupés, furent mis à la disposition d'Ali. Le jour de l'exécution fut fixé au 29 mars 1956.

Ce jour-là, rue Héliopolis à Alger, Abdelkader Rafaï dînait en compagnie de quelques personnages aussi méprisables que lui. C'est au cours de ce dîner que Rafaï et ses amis terrorisés virent apparaître soudainement devant eux Ali et Arbadji. La lâcheté de Rafaï s'étala lamentablement.

Comprenant que sa dernière heure était venue, il demanda grâce et implora la pitié et le pardon de l'Organisation. Ali, qui ne perdait pas de vue l'aspect psychologique des choses, prit le temps d'expliquer les raisons de la décision du F.L.N. à tous les assistants. C'est seulement après cette sorte de commentaire d'un jugement régulier et équitable que les mitraillettes crachèrent la mort. Le corps de Rafaï fut criblé de balles. L'exécution de cette sentence installa une véritable terreur dans tous les milieux de la pègre algéroise. La personnalité du justicier et le récit des survivants y furent pour beaucoup. De nombreux membres de ce milieu recherchèrent le contact avec l'Organisation pour échapper à un sort identique à celui de « Bud Abbot ».

Le F.L.N. éleva alors ses exigences, lesquelles peuvent se résumer principalement ainsi :

1° Confiscation de toutes les armes individuelles pour enrichir les stocks de l'A.L.N.

2° Elimination du trafic de stupéfiants (cocaïne, opium, kif, etc.) afin de préserver la santé de notre jeunesse.

3° Elimination des jeux de hasard et de l'exploitation ignominieuse de la prostitution, en attendant que les conditions de la liquidation définitive de ce fléau social soient créées ultérieurement.

4° Sélection, afin de déceler les éléments encore sains et récupérables capables d'accep-

ter volontairement les durs sacrifices du combat pour l'indépendance nationale.

5° Renseignements, collectes d'argent et mise à notre disposition de refuges sûrs.

Dans l'ensemble, ces objectifs furent assez largement atteints, quoique la plupart de ces éléments fussent toujours maintenus, pour des raisons de sécurité légitimes, en dehors de l'Organisation proprement dite. Il y eut notamment une quantité considérable d'armes individuelles qui fut remise à l'Organisation.

Ceux, très peu nombreux, qui refusèrent de s'incliner devant la volonté du F.L.N. en continuant leur « travail » de mouchardage au service de la police furent impitoyablement liquidés.

Ce fut le cas par exemple, d'un nommé Medjebri dit Lemdani, lequel gérait un café maure de la rue Randon. Là aussi, ce fut Ali qui intervint, à la tête d'un petit commando. Medjebri et deux de ses acolytes étaient seuls visés.

Au moment où Ali fit irruption dans la salle de ce café maure, un grand nombre de consommateurs s'y trouvaient déjà. Malgré cela, Ali dirigea son tir avec une remarquable précision et réussit à n'atteindre que les trois condamnés en évitant de faire la moindre victime innocente.

Après chacune de ces actions d'éclat, il avait conscience d'avoir fait doublement œuvre

utile. En effet, il éliminait d'une part un ennemi sournoisement efficace de l'Organisation ; d'autre part il libérait davantage de la peur les habitants de la Casbah, qui étaient aussi les victimes quotidiennes du comportement souvent brutal de ces auxiliaires de la police.

Son amour pour le peuple se manifestait en toute occasion et cela ne manqua pas d'être connu de tous. Il eut droit en particulier à la gratitude unanime de tous les habitants de la Casbah le jour où il exécuta un agent de police du nom de Sahraoui. Ce dernier était un policier zélé qui participait aux tortures infligées aux patriotes et qui, pour se rendre à son domicile, s'amusait en cours de route à renverser les petits étals des marchands ambulants et à piétiner leurs marchandises. Il fut encore plus odieux le jour où un patriote, après une résistance acharnée, fut tué près de son domicile. En effet, pour donner une idée de son zèle à ses collègues et à ses supérieurs présents, il sortit de chez lui en pyjama, le revolver au poing, la bouche pleine d'injures, pour loger une dernière balle dans la tête du patriote mort déjà en plein combat. A l'annonce de l'exécution de Sahraoui, les musulmans se congratulèrent mutuellement en pleine rue comme s'il se fût agi d'un jour de fête.

Cet amour du peuple se manifestait quelquefois chez Ali d'une façon particulièrement

émouvante. En voici un exemple parmi tant d'autres.

Nous devions tenir une réunion importante. Il avait été décidé que celle-ci aurait lieu en dehors de tout endroit déjà utilisé. Les militants chargés de l'organisation matérielle de la réunion trouvèrent rapidement un patriote se déclarant volontiers prêt à nous recevoir. Au moment où il fallait s'y rendre, Ali m'accompagna. Notre hôte, Amar Blis, nous attendait devant la porte de la maison. Les autres frères étaient déjà à l'intérieur. Nous montâmes un escalier étroit et mal éclairé. Arrivés au bout, notre hôte nous invita à nous courber afin de pouvoir passer par une ouverture de près d'un mètre de haut et accéder enfin à sa « chambre ». Nous étant conformés à ses recommandations, nous pénétrâmes dans la « pièce ». Immédiatement à droite, il y avait une sorte de petit couloir extrêmement étroit, d'environ deux mètres de long, aéré uniquement par une espèce de petit hublot naturel. Un assez gros trou, imparfaitement dissimulé par un morceau de vieille étoffe à la couleur imprécise, nous faisait face. Nous apprîmes tout de suite que dans ce trou — utilisé en guise de deuxième « chambre » — se tenaient l'épouse et les nombreux enfants de notre ami.

L'atmosphère était irrespirable et l'odeur insupportable. Nous avions la nausée. Jamais il ne m'était encore arrivé de voir s'étaler devant moi une misère aussi atroce. Ali avait les

larmes aux yeux. Il ne pouvait supporter la vue d'un spectacle aussi affreux. Il ne comprenait pas que des êtres humains pussent vivre dans de telles conditions.

Il me fit sur-le-champ une proposition qui me bouleversa et que je fis mienne aussitôt. Elle était simple : il fallait tirer ces patriotes d'une situation aussi épouvantable en procédant à l'acquisition d'une maisonnette de la Casbah, pour leur en faire don définitivement. Ainsi fut fait. Quelques jours plus tard, les clefs d'une modeste maison comprenant trois petites pièces, une cuisine et une terrasse ensoleillée, furent remises au malheureux frère qui n'en croyait pas ses yeux et qui pleurait de joie.

Ce fait d'importance mineure renforça considérablement l'autorité du Front auprès de toutes les petites gens de la Casbah. En effet, et à notre grande surprise car nous-mêmes n'avions rien révélé sur cet acte de simple solidarité humaine, tout le monde était au courant des conditions dans lesquelles la famille du frère Blis avait changé de résidence. Tout était connu, y compris notre intervention, l'intervention du F.L.N.

Arrêté quelques mois plus tard dans le cadre de son activité ordinaire de militant, le frère Amar fut torturé affreusement pendant de nombreux jours et de nombreuses nuits. Ses tortionnaires voulaient l'obliger à livrer l'adresse de mon refuge et celui d'Ali-la-

Pointe. Il fit preuve d'un courage surhumain et déclara à la face des policiers qu'il préférait mourir plutôt que de nous dénoncer.

En toutes ces circonstances Ali, fortement ému, se sentait entouré de la chaude et fraternelle affection du peuple. Rien ne pouvait lui procurer une plus belle satisfaction.

Il fit constamment honneur à cette confiance en portant des coups toujours plus terribles à l'ennemi et à ses soutiens jusqu'au jour où il tomba lui-même, les armes à la main. Il mourut avec au cœur la certitude d'une Algérie bientôt libre et indépendante. Une Algérie où la misère et l'exploitation n'auront jamais plus droit de cité. Il fit don de sa vie pour une Patrie souveraine, où le peuple sera le seul maître de son destin, une nation où les citoyens de toutes origines seront égaux et frères, et où l'arbitraire et la dictature sous toutes leurs formes ne pourront jamais s'installer. Une Algérie moderne, soucieuse de justice et de paix au Maghreb, en Afrique et dans le monde.

Tel était Ali-la-Pointe : un héros, un patriote, un homme !

VI

RAMEL

HADJI ATMAN, plus connu sous le nom de Ramel, est né à Alger. Il vivait avec sa nombreuse famille dans une modeste maison de la Casbah, au n° 1 de l'impasse Lancry.

Très jeune, il quitta l'école pour affronter les durs problèmes de la vie, trimant à longueur de journée pour nourrir les siens.

Attiré par le métier de cordonnier, qu'il apprit rapidement et avec goût, il s'y révéla un artiste de talent, notamment dans la création des modèles de chaussures pour femmes.

En sa qualité d'artisan, Ramel prenait conscience de l'emprise économique du colonialisme francais. Les difficultés qu'il rencontrait lui permettaient de comprendre, toujours un peu mieux, les méthodes colonialistes uti-

lisées pour étouffer inexorablement l'essor de l'artisanat algérien. Il dut abandonner cette profession le jour où, appelé sous les drapeaux, il alla faire son service militaire dans un régiment de zouaves.

Dès sa démobilisation de l'armée, en 1956, il s'efforça d'entrer en contact avec l'Organisation.

Comprenant les buts de la Révolution et ne pouvant rester indifférent devant la lutte de libération nationale poursuivie par le peuple algérien, il réussit à prendre contact avec des fidaïyines de l'A.L.N. à Alger. Il avait alors vingt-trois ans.

Ayant immédiatement participé à une action armée, au début de l'année 1956, il devint tout de suite membre des groupes armés. Sa lucidité politique, son courage exemplaire et sa contribution au succès de plusieurs actions firent qu'il devint rapidement l'un des principaux adjoints de Arbadji Abderahmane.

Un matin de novembre 1956, alors qu'il transportait des armes, il fut interpellé par des soldats français en patrouille au marché Randon, dans la Casbah.

Ramel exécuta un brusque demi-tour et, faisant face, tira dans le tas sur les militaires qui s'enfuirent en désordre, laissant plusieurs blessés sur le terrain.

Dès lors, repéré et âprement recherché par la police et l'armée, il entra dans la clandestinité.

Après la grève nationale de huit jours, au mois de février 1957, Arbadji étant tombé en plein combat, je pris contact avec Ramel qui passa directement sous mes ordres au moyen d'une liaison régulière.

Je l'ai rencontré au mois de mars 1957 dans un refuge de la Casbah. Il était plein de jeunesse et d'ardeur, grand, robuste, dynamique et fort intelligent. En plus de ses qualités d'homme d'action, il était un excellent politique et un organisateur remarquable.

Une réorganisation étant devenue nécessaire après la répression aveugle du colonialisme en 1956-57, durant laquelle beaucoup de responsables durent être dirigés vers le maquis ou tombèrent devant l'ennemi, Ramel fut promu chef militaire de la Zone Autonome d'Alger.

L'efficacité de sa contribution ne se fit guère attendre. Sa hardiesse, son courage et son mépris de la mort firent de lui un remarquable entraîneur d'hommes et un militant extrêmement dangereux pour l'ennemi colonialiste.

En procédant à cette nécessaire réorganisation, il nous permit d'avoir aussi une haute idée de ses qualités profondément humaines. Le fait mérite d'être signalé. La Zone Autonome d'Alger ayant, à ce moment-là, un pressant besoin d'armes et de munitions, Ramel réussit à mettre sur pied une nouvelle filière. Il s'agissait d'établir une liaison avec l'un de nos centres logistiques, situé dans un pays

frère du Maghreb, de faire connaître la nature et l'importance de nos besoins et de préparer enfin, à Alger même, les conditions d'une bonne réception de tout ce matériel. Réclamée par nous, une certaine quantité de plastic devait également nous parvenir.

C'est d'ailleurs l'acheminement de cet explosif qui posa un problème particulier. L'esprit fort ingénieux de Ramel permit de trouver, pour cela, une solution originale.

Son idée consistait à faire voyager le plastic par mer jusqu'au port de notre capitale. Sur ses propres instructions, le lointain plastic fut divisé en de nombreux morceaux, lesquels furent placés à l'intérieur de certains poissons (sépia), destinés à la consommation algéroise et que des bateaux de pêche, bien loin de chez nous, s'apprêtaient à venir déverser dans les casiers de notre pêcherie.

C'était là, bien sûr, la première partie du plan. La seconde partie concernait uniquement les problèmes de réception à Alger même.

Une enquête minutieuse et préalable avait déjà permis à Ramel de savoir que ces poissons, à l'arrivée, devaient être livrés à un mandataire musulman de la Pêcherie d'Alger.

Dès que les résultats de l'enquête furent portés à sa connaissance et que des renseignements, fort satisfaisants, se trouvèrent rassemblés au sujet de ce mandataire, connu en effet pour ses sentiments anticolonialistes, il

chargea aussitôt quelques frères d'entrer immédiatement en contact avec lui.

Il s'agissait de persuader celui-ci d'avoir à prêter volontairement son concours à la réussite d'une action indispensable au développement ultérieur de la lutte de libération nationale. Son rôle devait consister à prendre normalement livraison des quantités de poissons à lui destinées, et à nous permettre ensuite, à l'intérieur de ses locaux professionnels, de procéder à la récupération du plastic.

Après nombre d'hésitations et de réticences, le mandataire accepta notre proposition et promit de suivre, à la lettre, nos instructions.

Mais le jour où le bateau de pêche qui nous intéressait pénétra dans la marsa d'Alger avec son précieux chargement, l'angoisse et la peur des périls éventuels à affronter s'emparèrent de notre collaborateur occasionnel. Littéralement affolé à l'idée que le chargement clandestin pouvait être découvert, qu'il pouvait être arrêté, torturé et peut-être tué par la police ou les paras, il prit la brusque décision de récupérer lui-même le plastic et de le jeter à la mer. Il réalisa ce lamentable projet avec une promptitude surprenante, deux heures à peine avant notre arrivée sur les lieux.

A l'annonce de cette nouvelle absolument inattendue, la colère des militants fut terrible. La commission de justice fut rapidement réunie. Une sentence de mort fut prononcée à

l'encontre du mandataire. Il devait être exécuté dans les plus brefs délais.

C'est à ce moment-là que la générosité de cœur et la bonté naturelle de Ramel apparurent au grand jour. Il intervint énergiquement pour s'élever contre une telle décision et son propos se transforma bien vite en une vibrante plaidoirie en faveur d'un homme dont l'enquête préalable avait révélé l'honnêteté et aussi et surtout la qualité de père de famille nombreuse. Il parla aussi d'un effort à réaliser pour une récupération éventuelle sous l'eau, par l'utilisation de plongeurs expérimentés, nombreux dans les rangs de notre organisation. Il réussit enfin à convaincre intimement chacun de ses compagnons, d'autant plus que nul n'ignorait que c'était lui, Ramel, qui était le plus touché par la perte irrémédiable d'un puissant moyen d'action révolutionnaire.

Grâce à lui, la décision de mort fut rapportée et sa joie d'avoir sauvé une vie humaine était si grande qu'elle faisait vraiment plaisir à voir...

Le rôle de Ramel consistait principalement à renouer le contact avec les membres dispersés des groupes armés, à récupérer les armes, à recruter de nouveaux éléments, à installer de nouveaux cadres dans chacune des trois région de la zone.

Pour lui faciliter la tâche, je réussis, de mon côté, à entrer personnellement en rapport

avec un certain nombre de militants. Ce fut le cas d'un nommé Ghandriche Hassen, lequel avait assumé déjà la responsabilité de la Région 3, comme adjoint du frère Ader, et sous le pseudonyme de Zerrouk.

Ghandriche habitait avec sa femme et ses enfants dans la Casbah, impasse Ismaïl-Bouderba.

Je connaissais Ghandriche depuis l'année 1946. Nous étions alors, tous deux, membres d'une société sportive de la proche banlieue algéroise et faisions partie de la même équipe de football. Nous nous retrouvâmes ensuite dans l'O.S. du M.T.L.D. où, en 1948, nous militions également tous deux, chacun dans un secteur déterminé.

Après l'avoir perdu de vue un certain temps, je le retrouvai de nouveau au sein du F.L.N., en tant qu'adjoint de l'un de mes subordonnés de la Région 3, le frère Ader.

La répression qui suivit la grève nationale ayant contraint le frère Ader à se replier vers le maquis, Ghandriche se trouva isolé. Je pus moi-même reprendre contact avec lui en m'adressant à sa femme. Une liaison provisoire s'établit entre nous deux jusqu'au jour où il fut pris en charge par Ramel auquel je l'avais signalé, en lui recommandant de le placer sous ses ordres, et de préférence à la tête de la Région 3, qu'il connaissait parfaitement bien.

Mettant en pratique les directives de son

supérieur, Zerrouk organisa de nouveau cette région, dont les groupes armés réalisèrent quelques actions.

Mais comme ils étaient, l'un et l'autre, activement recherchés par la police militaire, se rencontrer régulièrement était pour eux très difficile, les risques étant trop grands. Leurs liaisons s'établissaient donc par courrier, grâce à des « boîtes aux lettres » diverses.

Zerrouk installa son P.C. dans une villa, sur les Hauts d'Alger, à El-Biar. Il se sentait, disait-il, plus en sécurité hors de la Casbah.

C'est pourtant dans ce refuge qu'il fut capturé par les parachutistes français, le 6 août 1957, en même temps que le frère Bakel. Ce dernier ayant réussi à s'évader le 10 septembre, fut tué le 14 octobre 1957, au cours d'un accrochage avec les troupes françaises, dans la région de Chebli, à quelques kilomètres d'Alger.

Quant à Zerrouk, sa lâcheté s'étala misérablement au grand jour dès qu'il fut conduit dans les locaux de l'armée. Il accepta d'emblée de passer dans les rangs de l'ennemi et, le lendemain même de son arrestation, il accepta d'écrire à Ramel sous la dictée de nos bourreaux. Les agents de liaison de Zerrouk étant arrêtés sur sa propre dénonciation, le « message » fut acheminé par les collaborateurs du service des parachutistes.

Le soir même de sa réception, Ramel me

communiqua le message de son subordonné, dans lequel celui-ci prétendait avoir échappé miraculeusement au bouclage du quartier où il se trouvait, et avoir réussi à se planquer dans un refuge sûr... Il réclamait notamment des bombes qu'il disait vouloir faire exploser sur les plages, au milieu des baigneurs.

Ramel jugea utile de me tenir au courant, d'une part pour me rassurer, d'autre part pour me laisser le soin de décider de l'action proposée par l'individu dont nous ignorions encore la trahison.

Le responsable militaire de la zone, dont le P.C. était installé dans la Casbah, chargeait trois jeunes et dynamiques garçons de l'acheminement du courrier. La mission du premier consistait à déposer et à recevoir la correspondance qu'il remettait au second, qui lui-même la donnait au troisième pour qu'elle parvienne finalement à leur chef. Seul, le plus jeune des trois, âgé de douze ans, connaissait sa retraite.

Après une filature de plusieurs jours, la police militaire parvint finalement à localiser le P.C. du chef militaire de la zone.

Le 26 août 1957, le quartier de la basse Casbah fut ceinturé de soldats. A une heure de l'après-midi, le refuge de l'impasse Saint-Vincent-de-Paul fut assiégé par les forces colonialistes, fortement armées. Les fusils-mitrailleurs et les armes légères furent aus-



sitôt mis en position sur les terrasses et braqués en direction de la maison visée.

Ramel, son jeune frère Nourredine, Chérif Débih (dit Si Mourad) et la sœur combattante Zahia étaient dans ce refuge. La pièce qu'ils occupaient donnait sur l'étroite ruelle de l'impasse que l'on pouvait apercevoir par la fenêtre.

Les assiégeants défoncèrent la porte d'entrée, traversèrent le patio et se dirigèrent vers l'étage supérieur. A leur approche, ils furent accueillis par une pluie de balles tirées à bout portant par nos fidaïyine retranchés derrière la porte de la pièce. Pris de panique, les assaillants durent battre en retraite, laissant de nombreux morts dans le couloir.

Profitant du désordre provoqué par l'effet de surprise, Nourredine se glissa en rampant jusqu'à la pièce voisine où était construite une cachette.

Il dut risquer plusieurs fois sa vie en ramenant des munitions et des bombes.

Dès la première fusillade, les locataires de la maison se barricadèrent dans leurs chambres, à l'abri des éclats de grenades qui pleuvaient contre leurs portes.

Les crépitements ininterrompus de la fusillade s'entendaient dans presque toute la Casbah. En face de l'immeuble cerné, la mitrailleuse para crachait le feu. Les balles frappaient contre la façade, faisaient voler

en éclat les fenêtres où toutes les vitres étaient pulvérisées.

Pour empêcher toute fuite par la terrasse, les hélicoptères survolaient le pâté de maisons et tournaient sans cesse au ras des toits.

Appuyé par un tir de barrage dirigé de tous les côtés, l'ennemi tenta une deuxième offensive. Mais, une fois de plus, les rafales de mitraillettes, parties de l'intérieur, le repoussèrent et le forcèrent à se replier.

C'est au cours de ce second assaut que la jeune sœur Zahia tomba, l'arme au poing, devant la fenêtre.

Malgré l'écrasante supériorité des attaquants, nos héros, décidés à lutter jusqu'au bout, se battaient comme des forcenés. Cependant, l'étau se resserrait de plus en plus sur eux. Bloqués dans la chambre, les munitions presque entièrement consommées, Ramel et Si Mourad continuaient, seuls, avec acharnement la résistance, Nourredine venant d'être touché par un tir de l'extérieur qui l'avait tué sur le coup.

Connaissant à l'avance l'issue finale du combat, nos deux héros établirent un plan qu'ils mirent à exécution. Ramel demanda à parlementer avec les chefs de l'expédition en proposant de se rendre ainsi que son compagnon.

Le feu cessa quelques minutes plus tard.

Pour confirmer ce semblant de reddition, Ramel se disait prêt à remettre les armes et

les documents qu'ils détenaient. Mais ce n'était là qu'une ruse de guerre car, aussitôt, le mécanisme d'une bombe était mis en mouvement. Si Mourad la régla avec une précision incroyable. L'engin devait éclater en l'espace d'une minute. La bombe, camouflée dans un panier, fut glissée à l'aide d'une corde le long de la façade. Les soldats se précipitèrent pour saisir le panier piégé, lequel explosa au milieu d'eux, avant de toucher terre. L'explosion fit des morts et de nombreux blessés dont le capitaine Chabannes. Le colonel Bigeard, lui, échappa de justesse.

La fusillade reprit sur-le-champ. Irrités par ce double échec et la détermination des frères, les paras redoublaient furieusement leurs attaques.

En haut de la terrasse, le tir des fusils-mitrailleurs, pointés vers l'intérieur de la maison, balayait la cour et la pièce où étaient coincés les deux frères, qui continuaient à balancer leurs bombes par la fenêtre.

Harcelés de toute part et désirant avant tout préserver la vie des locataires, dont la maison risquait d'être dynamitée d'un instant à l'autre par les envahisseurs, Ramel et Si Mourad décidèrent de sortir et de se battre dans la rue.

Au milieu des explosions de grenades secouant l'immeuble, Ramel franchit le couloir de l'étage et parvint jusqu'au rez-de-chaussée,

en couvrant son mouvement par des rafales de mitraillette.

Un feu nourri lui permit de se frayer un chemin jusque dans la rue. Mais il ne put avancer plus loin, une grêle de balles pleuvant sur lui. Debout, face à l'ennemi, les mains crispées sur sa MAT. 49, il tomba héroïquement après avoir tenu tête, durant plus de trois heures, à un adversaire qui fut obligé de saluer l'héroïsme de nos Chouhada.

Si Mourad sortit à son tour. Il tenait une bombe dans ses mains. Alors qu'il allait se jeter sur l'ennemi, une balle tirée dans sa direction, percuta la bombe qui explosa et le déchiqueta. La dernière bombe qu'il aura réglée...

Ces sacrifices n'ont pas été vains. On en aura la preuve trois ans après. A l'occasion des grandioses manifestations de masse de décembre 1960, le drapeau de l'Algérie indépendante était largement déployé dans les rues de notre capitale invaincue.

VII

A. B.

Le 1er novembre 1954 trouva A. B. incorporé dans les rangs de l'armée française et contraint de subir, comme depuis longtemps déjà l'ensemble de la jeunesse algérienne, la période obligatoire du service militaire.

A ce moment-là, son unité participait à des manœuvres dans les Aurès, l'un des hauts lieux de la Révolution algérienne.

Dès les premiers coups de feu, A. B. se jura de faire sienne la lutte de nos glorieux maquisards dont le but, à l'époque, paraissait pourtant insensé par rapport aux difficultés innombrables à surmonter et à la modicité des moyens.

Son ardent patriotisme fit naître en lui une

foi inébranlable en la victoire. Ce profond sentiment se traduisait immédiatement par la volonté de tout faire pour apporter une contribution effective à l'action générale du peuple algérien, qu'il voulait voir libre et à jamais débarrassé de l'oppression colonialiste.

Son enthousiasme était débordant et, sans avoir jamais été préparé auparavant par une formation politique appropriée à ce genre d'activité, il sut faire preuve d'un réel esprit d'initiative.

Après avoir vainement tenté de rejoindre les premiers groupes de maquisards aurésiens, il put par la suite leur faire parvenir des munitions et des médicaments secrètement prélevés sur les stocks de l'armée française.

Ces prélèvements étant devenus assez réguliers, il finit par être soupçonné d'en être l'auteur par certains officiers qui, malgré l'absence de preuves, ordonnèrent qu'on le mît au cachot.

Il quitta l'armée française à la fin de l'année 1955, date de sa démobilisation.

Parvenu à Alger, son premier souci fut d'entrer en contact avec des membres de l'Organisation. Il y parvint assez rapidement car sa réputation de courage et sa détermination anticolonialiste étaient connues d'un grand nombre de ses anciens amis, dont plusieurs comptaient déjà parmi les militants aguerris de l'organisation algéroise.

Il fut alors versé, sur sa propre demande,

dans les rangs de l'armée secrète, dans cette magnifique A.L.N. des villes, aux intrépides soldats sans uniforme.

Certaines de ses actions, choisies parmi bien d'autres, méritent d'être connues. Citons d'abord l'embuscade organisée par lui dans l'un des quartiers de la périphérie d'Alger.

Cela se passait au mois de juin de l'année 1956. Une patrouille composée de sept militaires français circulait à travers les rues du boulevard Bru dont elle devait assurer la surveillance.

Après avoir recueilli les informations nécessaires quant aux conditions du mouvement de cette patrouille, A. B. tendit son embuscade en un endroit particulièrement propice à la réalisation de son projet. Il était secondé ce jour-là par deux autres fidaï, les frères Saïd Hors et Ahmed Chicha.

Tous trois ouvrirent un feu nourri sur la patrouille dès que celle-ci parvint à l'endroit précédemment choisi. Le chef de la patrouille, un sergent, fut atteint le premier et tué sur le coup. Un soldat, blessé, tomba à ses côtés. Une véritable panique s'empara de leurs compagnons, qui s'enfuirent, ne songeant pas un seul instant à engager le combat avec les nôtres.

Avant de se replier et absolument maîtres de leurs nerfs, A. B. et les deux autres frères s'empressèrent de récupérer les armes de l'adversaire. A ce moment-là, le soldat blessé et

toujours gisant à terre, crut qu'il allait être achevé et manifesta une intense frayeur. Mais, malgré le danger qu'il y avait à demeurer une minute de plus sur les lieux de l'embuscade, A. B. prit le temps de calmer ses craintes en lui affirmant qu'il avait affaire à des combattants de la Révolution algérienne, incapables de salir la noblesse et la pureté de leur idéal en achevant un blessé.

Quelque temps plus tard, A. B. organisa et exécuta avec une extraordinaire rapidité un coup de main contre un poste de police situé près d'Alger, à Aïn Zeboudja. C'était au mois de juillet de l'année 1956. Se trouvaient à ses côtés, pour cette action, le frère Saïd Hors, déjà cité, et un deuxième patriote du nom de Boukhalfa Khélifa.

Dès leur irruption dans ce poste de police, l'un des policiers qui s'y trouvaient déjà, tenta de s'emparer de son pistolet pour faire feu contre nos trois fidaï. Une rafale, tirée à bout portant, l'abattit sur place. L'autre policier, hébété, les mains nues, croyait déjà venue sa dernière heure.

Mais, désarmé et incapable donc de se défendre, il fut épargné par A. B. et ses deux compagnons qui se retirèrent en emportant deux pistolets mitrailleurs (P.M. 38) appartenant à la police.

Un autre poste de police fut attaqué au mois de novembre 1956. Cet objectif était situé, lui aussi, près d'Alger, dans le quartier de

Notre-Dame d'Afrique. L'opération, cette fois-ci, exigeait une audace et un courage exceptionnels. Ce poste était en effet gardé par un grand nombre de policiers. De plus, il était entouré d'une véritable barrière de sacs de sable pouvant éventuellement servir de barricade.

Et, malgré des dangers plus grands, A. B. n'était accompagné ce jour-là que du seul Boukhalfa.

L'opération projetée rendait indispensable l'utilisation d'une voiture. Celle-ci fut mise immédiatement à leur disposition. Ils y prirent place au moment voulu et se dirigèrent aussitôt vers le lieu de l'action.

Arrivés à proximité du poste, ils firent ralentir leur véhicule et préparèrent leurs armes. Lorsque la voiture parvint enfin juste en face du local de la police, les vitres des portières furent baissées et les MAT. 49 des deux fidaï crachèrent la mort. Les forces de répression, bien abritées derrière les sacs de sable, réagirent avec une extrême violence. Une véritable fusillade s'engagea.

Nos deux volontaires de la mort se battirent comme des lions, malgré la disproportion des forces et des moyens en présence. Et, au moment où ils se décidèrent à quitter les lieux de cette action, trois policiers en uniforme étaient déjà tués et plusieurs blessés.

A. B. réussit finalement — toujours en compagnie de Khélifa — à échapper à la poursuite

acharnée, immédiatement organisée contre lui.

C'est d'ailleurs à partir de ce jour-là que A. B. fut identifié par la police et activement recherché. Il entra dans la clandestinité. Il participa encore à quelques actions et se replia vers le maquis après la grève nationale des huit jours.

Il fut incorporé dans les rangs des « Djounouds » de la Wilaya III et participa sans plus attendre à de nombreux combats. Mais, blessé à la jambe au cours d'un engagement contre les troupes françaises — toujours sur le territoire de la Wilaya III —, A. B. fut évacué sur Alger où il trouva refuge chez un patriote du nom de Omar.

Ce dernier était le proche parent d'un marchand de tissus dont le magasin servait de boîte postale à l'Organisation et que mes propres services de liaison utilisaient régulièrement.

C'est d'ailleurs grâce à cet heureux hasard que je pus rétablir moi-même le contact avec A. B., qui fut immédiatement pris en charge par les services sanitaires de la Zone Autonome d'Alger.

Sitôt guéri, A. B. formula le désir de faire définitivement partie des groupes armés de l'A.L.N. opérant dans les villes. Il désirait surtout obtenir la possibilité de continuer le combat à Alger même, auprès de tous les militants avec lesquels il avait déjà frôlé plusieurs fois la mort.

Il fallait, pour cela, obtenir l'approbation du maquis dont il dépendait et qu'il devait rejoindre en définitive. Sa demande fut accueillie favorablement et, après être entré en rapport avec les responsables du maquis en question, j'obtins rapidement sa mutation.

Malheureusement, cela se passait juste à l'époque de l'arrestation de Ghandriche (alias Zerrouk, alias Safi), ancien responsable de la Région 3, lequel, en acceptant de trahir notre cause et de servir de mouchard aux services de la police militaire française, allait porter un coup terrible à toute l'Organisation. Cet ignoble travail de sape était rendu possible par le fait, je le rappelle, que chacun de nous ignorait que Safi avait été arrêté et qu'il était devenu un agent de l'ennemi.

Chacun de nous ignorait donc que, sur les instructions de ses nouveaux maîtres, Safi était principalement chargé de contribuer à notre propre destruction, tout en s'efforçant de continuer à se présenter à nous comme un frère de lutte et de combat.

Cette ignorance collective devait permettre la capture d'un grand nombre de responsables, notamment celle de A. B., et priver ainsi l'Organisation de ses meilleurs éléments.

En effet, A. B., après avoir été désigné comme responsable des groupes armés de la Région 3, se trouva placé sous les ordres de Safi, devenu lui-même chef militaire de la

Zone Autonome d'Alger, en remplacement du glorieux Ramel qu'il avait lui-même livré aux balles meurtrières de l'ennemi.

Et, avant même d'avoir commencé à entreprendre la réorganisation de sa région, A. B. était arrêté.

C'était le 25 septembre 1957. Un rendez-vous lui avait été fixé par Safi au plateau Solière à Alger, rue Aubert plus précisément. Il s'y trouva à l'heure indiquée, déguisé en postier, mais la police et l'armée cernaient discrètement le quartier.

Connaissant fort bien le courage et la détermination de notre ami, les militaires voulurent d'abord se rendre compte si celui-ci était armé ou non.

En guise d'éclaireur, un inspecteur musulman se dirigea seul vers lui, en s'efforçant d'adopter l'allure d'un paisible passant.

Mais, dès qu'il parvint à proximité de A. B., celui-ci sentit le danger et, d'un violent coup de poing au visage, l'envoya rouler par terre.

Comprenant trop tard qu'il venait de tomber dans un piège, il tenta de fuir, mais le quartier était cerné et tous ses efforts dans ce sens furent vains.

C'est ainsi que le frère A. B. fut attiré dans un guet-apens, blessé et arrêté sur les lieux mêmes d'un rendez-vous que lui avait fixé Safi, agent conscient des forces colonialistes françaises, instrument méprisable des bourreaux du peuple algérien.

VIII

ARRESTATION

C'EST grâce au même Ghandriche que les paras réussirent à me capturer. En effet, je ne pus être au courant de l'ignoble traîtrise de ce lâche que le jour même de mon arrestation.

J'utilisais à ce moment-là un refuge situé au n° 4 de la rue Caton. J'avais à mes côtés Ali-la-Pointe, le très jeune Omar et les deux sœurs moudjahidate Hassiba et Zohra. Tous ces frères et sœurs étaient, eux aussi, recherchés par la police et l'armée colonialistes. Dans cette maison, notre cache avait été aménagée à l'entrée même, juste au-dessus du couloir.

En face de cette maison, au n° 3 de la même rue, se trouvait la demeure de la sœur Fatiha,

veuve du frère Mustapha Bouhired, assassiné par les paras. Nous disposions, dans cette demeure également, d'un excellent refuge.

Ce second refuge présentait les meilleures conditions de sécurité possibles. C'est nous-mêmes qui avions créé ces conditions de sécurité en recommandant à la sœur Fatiha, propriétaire de la demeure en question, de prendre contact avec les officiers paras et de feindre de vouloir collaborer avec leurs services de renseignements. Pour rendre sa démarche plus vraisemblable, elle devait la motiver par son désir de vengeance contre le F.L.N., présenté comme l'unique responsable de la perte de son époux.

Les contacts « secrets » de la sœur Fatiha avec les officiers paras étaient pris au boulevard Gambetta, à l'intérieur de l'école Sarrouy, transformée en caserne, et où le capitaine Chabannes avait installé son P.C.

Ces contacts devenaient de plus en plus réguliers. A chaque rencontre, Fatiha communiquait des « renseignements » fabriqués par nous-mêmes. Nous allâmes jusqu'à lui donner des photos de certains d'entre nous, à seule fin de les remettre aux officiers paras. Ces derniers finirent vraiment par la considérer comme une précieuse collaboratrice.

Je fis plus encore pour éliminer toute espèce de soupçon à l'endroit de cette valeureuse militante. Cela se passa ainsi :

Je sortis de mon refuge, un après-midi du

mois de juillet 1957, pour parcourir les ruelles d'un quartier populeux de la Casbah, m'exhibant volontairement aux regards des nombreux passants afin d'être identifié par chacun d'eux. Après m'être ensuite déguisé en mauresque, je retournai à mon refuge, chez Fatiha. Je chargeai alors celle-ci d'aller immédiatement signaler au capitaine Chabannes ma présence dans le quartier, que je venais à peine de parcourir et de quitter.

Les paras et la police mirent immédiatement en branle tout leur dispositif d'alerte et bouclèrent le quartier en question pour un « ratissage » en règle.

Après avoir obtenu confirmation de mon passage en cet endroit précis et malgré l'échec final de l'opération, ils tinrent à féliciter la sœur Fatiha. Ils allèrent jusqu'à lui remettre une carte d' « indicatrice » et un document officiel interdisant aux patrouilles militaires de l'arrêter ou de perquisitionner chez elle !

C'est grâce à cette courageuse mère de famille et au surprenant sang-froid dont elle sut faire preuve pour tenir le rôle dangereux qui lui avait été assigné que la sécurité de notre refuge fut assurée.

Mais tout cela, hélas ! devint bien vite inutile. J'étais en effet perdu dès l'instant même où le contact fut de nouveau rétabli entre Ghandriche et moi.

C'est sur mes propres instructions que le contact fut renoué avec celui-ci, que je consi-

dérais toujours comme l'un des responsables de la Zone Autonome d'Alger.

Deux de mes meilleurs agents de liaison — Mahmoud, dix-sept ans, et Omar, treize ans — rendirent visite à sa femme à qui ils demandèrent, en mon nom, s'il lui était possible de joindre son mari. Sa réponse ayant été affirmative, un message lui fut remis.

En réponse à ce message Ghandriche m'adressa, dès le lendemain, une très longue lettre. Je devais apprendre plus tard que cette lettre lui avait été dictée par les services de renseignements ennemis.

Après m'avoir informé qu'il avait choisi comme nouveau nom de guerre celui de « Safi » — qui, en arabe, signifie le « Pur » — en remplacement de Zerrouk, son ancien pseudonyme, Ghandriche m'assurait de sa volonté de poursuivre et d'intensifier l'action. Il affirmait aussi vouloir venger la mort de Ramel et de Debih en exécutant de ses propres mains Alilou, notre ancien agent de liaison. Il présentait ce dernier comme leur unique dénonciateur, alors qu'en réalité c'était lui, et lui seul, qui était le responsable de la destruction physique de ces deux grands patriotes et de leurs compagnons.

D'ailleurs, à cet égard, il faut reconnaître que, pour une fois, le travail d'intoxication avait été bien fait. En effet, dans toute la Casbah, s'accréditait l'idée que c'était bien Alilou qui avait dénoncé Ramel.

Alilou, nous l'apprîmes par la suite, n'était pour rien dans cette affaire. Mais son nom était devenu bien vite un objet d'opprobre pour l'ensemble de la population de la Casbah.

Le but de cette opération était clair. Il fallait à tout prix détourner nos soupçons éventuels de Ghandriche en les orientant vers une fausse piste. Cette tâche était d'autant plus facile que chacun de nous continuait à ignorer ce fait capital : l'arrestation de Ghandriche.

Toutes les précautions furent prises par les paras. Ils accordaient une telle importance à cette affaire qu'ils évitèrent de maintenir le traître dans leurs locaux, où il pouvait être reconnu par certains de leurs mouchards. Cela, pour éviter toute espèce d'indiscrétion susceptible de nous donner l'éveil. Ils l'installèrent dans un appartement de la rue d'Isly, à proximité du cinéma Marivaux et, de là, avec sa précieuse collaboration, tissèrent ensemble une monstrueuse toile d'araignée.

La liaison une fois rétablie, Ghandriche fut chargé de m'adresser un second message afin de permettre, une nouvelle fois, la filature de mes agents.

Le but était de localiser petit à petit, mais à coup sûr, ma retraite, avant de l'investir.

Il s'agissait en somme de réaliser une seconde fois, point par point et avec des moyens

bien plus considérables encore, le plan qui avait déjà si bien servi pour la liquidation de Ramel et de son groupe.

Dans ce second message, « Safi » m'apprend que sa femme attend un bébé. Il me fait part — cyniquement — de son intention de donner le prénom de Mourad à son nouveau-né en hommage à la mémoire du frère Chérif Debih dont c'était le nom de guerre. Il me demande aussi de lui adresser de toute urgence le plan de construction d'une cache et des schémas devant servir à la fabrication de bombes.

N'ayant, comme tous les frères, aucune raison de me méfier, je lui fis parvenir ce qu'il réclamait dans les plus brefs délais et toujours par l'intermédiaire de sa femme.

Sachant que cette dernière attendait un enfant et craignant pour elle, en cette circonstance particulière, une trop grande insuffisance de moyens matériels, je lui fis remettre en même temps une certaine somme d'argent et de la layette !

D'autres messages furent encore échangés et d'autres filatures organisées jusqu'au jour où les paras eurent la certitude d'avoir exactement situé le lieu de mon refuge.

Et, le 24 septembre 1957, l'état-major décida de passer à l'attaque en déclenchant contre moi une opération déjà minutieusement préparée.

Dix mille soldats environ — paras, zouaves et gendarmes — encerclèrent toute la Casbah

en pleine nuit. La porte verrouillée de notre maison fut défoncée et les militaires envahirent l'immeuble.

L'étroite cache m'abritait, à ce moment-là, en compagnie de la sœur combattante Zohra Drif.

Atteint de la grippe asiatique et souffrant, en plus, d'une très forte angine, j'avais quarante degrés de fièvre.

C'est d'ailleurs cette maladie fort inopportune qui m'avait empêché de réaliser mon intention de changer de refuge le matin même de cette fatale journée.

Les soldats fouillaient partout. Découvrir la cache était l'objectif premier de chacun d'eux. Le bruit des violents coups de pioche et le son des voix parvenaient jusqu'à nous. Au milieu de toutes ces voix, je finis par reconnaître celle de Ghandriche et une douloureuse stupeur s'empara de moi. Ce que nous pûmes entendre distinctement, Zohra et moi, nous permit de tout comprendre à l'instant même. Nous comprîmes que ce succès de l'ennemi était dû à une horrible trahison.

Mais le bruit des coups de pioches se rapprochait inexorablement.

La cache fut finalement découverte.

J'ouvre alors moi-même la dalle et balance la seule grenade défensive que je possède. Je prends ensuite ma mitraillette et tire sur les assaillants toutes les balles de mon unique chargeur.

Plusieurs soldats tombent... Le colonel Jean-Pierre est lui-même blessé.

Pendant ce temps, la sœur Zohra détruit les documents.

Le colonel Godard tente, à plusieurs reprises, de parlementer avec moi. Seul, le silence lui répond.

Constatant mon refus d'engager le dialogue et ignorant que je ne possède plus de munitions, les paras décident de faire sauter l'immeuble.

Une forte charge de TNT fut placée à proximité immédiate de mon abri.

Après cela, on me donna dix minutes pour sortir de la cache, avec l'engagement — au nom de l'honneur militaire de la France — d'être considéré comme prisonnier de guerre.

Un terrible cas de conscience se posa à nous. La situation, dans le contexte du moment, se présentait ainsi :

Il y avait, d'une part, la sœur Fatiha et toutes les familles des locataires de la maison où nous nous trouvions.

Il y avait, d'autre part, dans la maison située en face de la nôtre et à quelques mètres seulement — dissimulés dans une cache soigneusement camouflée — Ali-la-Pointe, Omar, Mahmoud et la sœur Hassiba.

Il y avait, en outre, le fait que la sœur Fatiha connaissait la retraite d'Ali-la-Pointe et de son groupe. Cette valeureuse patriote, torturée

éventuellement par les paras, parviendrait-elle à tenir le coup et à ne pas livrer, malgré elle, le refuge d'Ali et de ses compagnons ?

Toutes ces réflexions et d'autres encore s'échangèrent entre nous en l'espace de quelques instants.

La décision fut prise : il fallait à tout prix préserver la vie de ces dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants. Il fallait aussi à tout prix éviter la capture d'Ali et de son groupe. La mort dans l'âme, je décidai donc de parlementer.

Godard me répond et me donne de nouveau sa parole d'officier français que je serai considéré comme prisonnier de guerre.

Je lui demande s'il peut aussi me donner sa parole d'officier français qu'il ne sera fait aucun mal à la sœur Fatiha et aux autres locataires. Sa parole enfin de considérer Zohra Drif, ma compagne de lutte, comme prisonnière de guerre.

Godard donna chaque fois sa parole d'honneur.

Ayant obtenu cela, je descendis de mon trou, suivi par Zohra Drif.

Nous fûmes aussitôt conduits à la « Villa Nador » où l'on nous maintint pendant vingt-deux jours.

Mon cœur était empli d'amertume. Mon seul réconfort, je le trouvai dans l'idée que mon geste avait permis d'épargner des dizaines de vies humaines et d'assurer la sauve-

garde d'Ali et de son équipe, qui pourraient ainsi continuer le combat.

De nombreux officiers vinrent nous voir. Les uns pour repartir aussitôt après nous avoir vus, les autres pour tenter de nous interroger.

Le général Salan me vit lui aussi. Il me regarda longuement et repartit sans dire un seul mot.

Le général Massu, entouré d'officiers, m'adressa une seule phrase pour m'assurer qu'il me considérait comme un combattant.

Ce fut le colonel Godard qui parla le plus longuement avec nous. Il m'affirma, lui aussi, qu'il me considérait comme un combattant et que s'il n'y avait pas l' « histoire » des bombes, il m'aurait volontiers serré la main.

Mais je devais ressentir, quelques jours après, l'une des plus grandes peines de mon existence.

Cela se produisit au moment où un officier para pénétra dans notre lieu de détention, une lettre à la main, pour crier d'un ton triomphant : « Ça y est, Ali-la-Pointe est dans la poche. »

Il nous permit joyeusement de lire la lettre. Nous reconnûmes tous deux l'écriture de Hassiba. La lettre dictée par Ali était adressée au traître Ghandriche, dont Ali continuait à ignorer la trahison et avec lequel il voulait lui-même renouer le contact.

Une rage terrible s'empara de moi à l'idée

qu'Ali était lui aussi perdu et je ne pus m'empêcher d'éclater en sanglots.

Après m'avoir séparé de Zohra Drif, les paras m'emprisonnèrent à Barberousse et organisèrent mon complet isolement. Et, malgré la parole d'honneur de l'officier français, je ne fus jamais considéré comme prisonnier de guerre.

Après de nombreux procès et plusieurs condamnations à mort, je fus jeté dans un infect cachot des sous-sol de la prison de Barberousse. Là, chaque aube pouvait signifier la mort. Cette attente extraordinaire dura de longs mois. A plusieurs reprises, je crus arrivé le moment suprême. En effet, certains gardiens ultras s'amusaient quelquefois, avant le lever du jour, à venir me réveiller brusquement dans ma cellule pour m'annoncer que c'était l'heure de mon exécution, l'heure d'aller à la guillotine.

A ces moments-là, je faisais appel à toute mon énergie, à toute ma foi en Dieu pour éviter de donner le spectacle de la moindre défaillance devant l'ennemi.

Mon seul souci alors était de m'efforcer de mourir aussi dignement que les frères qui m'avaient déjà précédés sur l'échafaud. Ces sinistres comédies étaient terriblement épuisantes.

La vie continua ainsi pour l'ensemble des patriotes algériens condamnés à mort jusqu'au jour où une mesure collective commua

notre peine de mort en celle des travaux forcés à perpétuité.

Une rupture relative de notre isolement ne manqua pas d'intervenir aussitôt après. Quelques échos de l'extérieur parvinrent enfin jusqu'à nous.

Ces échos nous confirmèrent ce que le cachot et l'épaisseur des murs n'avaient jamais réussi à nous enlever : la certitude de la victoire finale d'un peuple martyr mais invincible.

Le combat continuait...

TABLE DES MATIÈRES



ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 4 JUILLET 1962
SUR LES PRESSES
DE
L'IMPRIMERIE HENRY MAILLET
POUR RENÉ JULLIARD
ÉDITEUR A PARIS

Dépôt légal : 3e trimestre 1962
No d'éditeur : 2709


CNL
Centre national du livre